

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Année 1891

THÈSE

N°

217

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue le 11 juin 1891, à 1 heure.

Par F. PACTET

Né à Mont-sous-Vaudrey le 11 octobre 1863.

Ancien externe des hôpitaux

Interne des asiles de la Seine et de l'Infirmerie spéciale du Dépôt.

ALIÉNÉS MÉCONNUS

ET

CONDAMNÉS PAR LES TRIBUNAUX

Président : M. BROUARDEL, professeur.

*Juges : MM. LEGROUX
GILBERT } agrégés.
LETULLE }*

PARIS

G. STEINHEIL, LIBRAIRE-ÉDITEUR

2, RUE CASIMIR-DELAVIGNE, 2

1891

Année 1891

THÈSE

N°

217

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue le 11 juin 1891, à 1 heure.

Par F. PACTET

Né à Mont-sous-Vaudrey le 11 octobre 1863.

Ancien externe des hôpitaux

Interne des asiles de la Seine et de l'Infirmerie spéciale du Dépôt.

ALIÉNÉS MÉCONNUS

ET

CONDAMNÉS PAR LES TRIBUNAUX

Président : M. BROUARDEL, professeur.

*Juges : MM. LEGROUX
GILBERT
LETULLE } agrégés.*

PARIS

G. STEINHEIL, LIBRAIRE-ÉDITEUR

2, RUE CASIMIR-DELAVIGNE, 2

1891

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Doyen..... M. BROUARDEL.
Professeurs..... MM.

Anatomie.....	FARABEUF.
Physiologie.....	Ch. RICHET.
Physique médicale.....	GARIEL.
Chimie organique et chimie minérale.....	GAUTIER.
Histoire naturelle médicale.....	BAILLON.
Pathologie et thérapeutique générales.....	BOUCHARD.
Pathologie médicale.....	{ DIEULAFOY.
	{ DEBOVE.
Pathologie chirurgicale.....	LANNELONGUE.
Anatomie pathologique.....	CORNIL.
Histologie.....	MATHIAS DUVAL.
Opérations et appareils.....	TILLAUX.
Pharmacologie.....	REGNAULD.
Thérapeutique et matière médicale.....	HAYEM.
Hygiène.....	PROUST.
Médecine légale.....	BROUARDEL.
Histoire de la médecine et de la chirurgie.....	LABOULBÈNE.
Pathologie comparée et expérimentale.....	STRAUS.
	{ SEE (G.).
Clinique médicale.....	{ POTAIN.
	{ JACCOUD.
	{ PETER.
Clinique des maladies des enfants.....	GRANCHER.
Clinique des maladies syphilitiques.....	FOURNIER.
Clinique de pathologie mentale et des maladies de l'encéphale.....	BALL.
Clinique des maladies nerveuses.....	CHARCOT.
	{ VERNEUIL.
Clinique chirurgicale.....	{ LE FORT.
	{ DUPLAY.
	{ LE DENTU.
Clinique ophtalmologique.....	PANAS.
Clinique des voies urinaires.....	GUYON.
Clinique d'accouchements.....	{ TARNIER.
	{ PINARD.

Professeurs honoraires : MM. SAPPEY, HARDY, PAJOT et RICHET

Agrégés en exercice.

MM.	MM.	MM.	MM.
BALLET.	FAUCONNIER.	MAYGRIER.	REYNIER.
BAR.	GILBERT.	NÉLATON.	RIBEMONT-DESSAIGNES.
BLANCHARD.	GLEY.	NETTER.	RICARD.
BRISAUD.	HANOT.	POIRIER, Chef des tra-	ROBIN (Albert).
BRUN.	HUTINEL.	vaux anatomiques.	SCHWARTZ.
CAMPENON.	JALAGUIER.	POUCHET.	SECOND.
CHANTEMESSE.	KIRMISSON.	QUENU.	TUFFIER.
CHAUFFARD.	LETULLE.	QUINQUAUD.	VILLEJEAN.
DEJERINE.	MARIE.	REITTERER.	WEISS.

Secrétaire de la Faculté : M. PUPIN.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'École a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

ALIÉNÉS MÉCONNUS

ET

CONDAMNÉS PAR LES TRIBUNAUX

AVANT-PROPOS

Pendant le cours de notre internat dans les asiles de la Seine et à l'Infirmerie spéciale du Dépôt de la Préfecture de police, nous avons été frappé de voir un certain nombre d'aliénés qui avaient subi des condamnations pour des actes délictueux qui n'étaient que des manifestations délirantes de leur affection mentale. C'étaient le plus souvent des paralytiques généraux qui, méconnus par les tribunaux au moment du jugement, et envoyés en prison, ne tardaient pas à attirer l'attention des gardiens par l'étrangeté de leurs manières et finissaient, au bout de deux ou trois jours de détention, par être transférés à l'Infirmerie spéciale pour y être soumis à la visite d'un médecin aliéniste. Mais nous avons rencontré aussi d'autres malades condamnés à différentes reprises pour des délits d'un caractère nettement pathologique et qu'une expertise médico-légale tardive avait enfin arrachés à la prison pour les rendre à l'asile.

Nous avons songé à réunir les faits de ce genre que nous aurions l'occasion d'observer, dans l'espoir que signaler ces erreurs judiciaires, ce serait peut-être contribuer à les rendre plus rares à l'avenir. Le nombre relativement considérable d'observations qu'il nous a été possible de recueillir en l'espace de quelques mois, démontre la fréquence de ces condamnations. Nous nous sommes attaché à ne rapporter que les cas où une maladie mentale, ayant définitivement acquis droit de cité dans le cadre nosologique, était la cause indiscutable de l'acte incriminé et où une expertise médico-légale, éclairant la justice, eût pu toujours éviter à l'aliéné sa condamnation.

Nous prions M. le professeur Brouardel, dont nous avons eu l'avantage d'être l'externe, de vouloir bien agréer nos remerciements pour l'honneur qu'il nous fait en acceptant la présidence de notre thèse.

M. le professeur Fournier nous permettra de lui témoigner notre plus vive reconnaissance pour les marques de bonté qu'il nous a données en mainte occasion.

Nous n'aurons garde d'oublier nos autres maîtres dans les hôpitaux, MM. Troisier, Brissaud et Rendu et le D^r Legras, médecin adjoint de l'Infirmérie spéciale.

Nous avons une dette de reconnaissance toute particulière à acquitter à l'égard de M. Gilbert pour les précieux conseils qu'il nous a souvent donnés et l'intérêt qu'il n'a cessé de nous porter.

Dans les asiles, nous avons eu l'honneur d'être l'interne de M. le professeur Ball, à la clinique de Ste-Anne. Qu'il veuille bien accepter l'hommage de notre respectueuse

gratitude pour la bienveillance qu'il nous a témoignée. Nous ne manquerons pas de dire à M. le Dr Vallon, médecin en chef de l'asile de Villejuif, combien nous sommes touché du bienveillant accueil que nous avons toujours rencontré chez lui.

Les matériaux de notre travail ont été puisés en grande partie à l'Infirmierie spéciale du Dépôt dans le service de M. Paul Garnier, dont nous nous félicitons d'être l'interne. Nous le prions de recevoir nos remerciements sincères pour les conseils qu'il nous a donnés et les cas si intéressants qu'il a eu l'obligeance de nous communiquer.

Remercions enfin nos amis Rieder, Colin et Lwoff qui nous ont assisté dans l'exécution de ce travail.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552005_0064

CHAPITRE I

Paralytiques généraux.

Au point de vue médico-légal, la période prodromique de la paralysie générale présente une importance considérable en raison des perversions morales et affectives qui marquent le début de cette maladie. Presque toutes les affections mentales peuvent, au cours de leur évolution, présenter au nombre de leurs symptômes des perversions de même ordre ; mais pour la paralysie générale, il intervient un élément en quelque sorte pathognomonique qui imprime aux désordres de la sphère morale un cachet particulier, un aspect qui leur appartient pour ainsi dire en propre. Cet élément auquel nous faisons allusion, et qui constitue le fond même de la maladie, c'est la démence paralytique à tous ses degrés.

Sous l'influence de la dégradation de l'intelligence et de la déchéance des facultés morales, l'activité du paralytique général présente une allure caractéristique ; toutes ses actions sont marquées au coin de l'inconscience et de l'imprévoyance.

Il ne faudrait cependant pas croire que dès le début de l'affection, l'affaiblissement intellectuel ne pût passer inaperçu ; il est même alors souvent masqué par une suractivité fonctionnelle des facultés mentales, qui fait paraître l'individu plus intelligent et plus brillant qu'il n'a jamais été. Qu'un homme qui semble encore remplir strictement tous les devoirs qui lui impose sa situation sociale, s'ac-

quitter avec distinction des fonctions qui lui sont confiées, se laisse aller, à cette période de la maladie, à accomplir un acte d'indélicatesse ou d'improbité, le magistrat ne pourra voir en lui qu'un coupable ordinaire, alors que le médecin, frappé d'un léger trouble dans l'articulation des mots, d'une inégalité des pupilles, saura déjà discerner un malade, que doivent épargner les sévérités de la loi.

A côté des troubles de l'intelligence, qu'elle soit surexcitée ou au contraire déprimée, il convient de faire une place importante aux modifications de l'humeur, du caractère, des habitudes et des sentiments : tel qui était patient devient irritable, tel qui était économe devient subitement prodigue et dissipateur. Celui-ci, jusque-là sobre et rangé, perd toute retenue, se met à faire des excès de boisson, s'affiche en de mauvaises compagnies ; celui-là, réputé pour sa bonne éducation, commet les infractions les plus graves aux règles de la politesse, se présente en société dans une tenue négligée ou indécente, se sert d'expressions grossières et étonne par l'inconvenance de ses manières. Les sentiments affectifs s'émoussent puis finissent par disparaître, l'amitié fait place à l'indifférence, les événements les plus importants de l'existence, la mort d'un proche ou d'un ami ne déterminent que froideur et impassibilité.

Tous ces changements ne passent pas inaperçus de l'entourage du malade. On commence bien à s'en inquiéter un peu, mais on ne tarde pas à se rassurer en les considérant comme des bizarreries passagères et sans importance. Le médecin consulté à ce moment, constatant, en dehors des troubles psychiques qui seuls avaient attiré l'attention, des symptômes physiques pour lui de la plus haute impor-

tance tels que l'embarras de la parole, l'inégalité pupillaire, le tremblement fibrillaire de certains muscles, eût pu aisément reconnaître l'invasion de la paralysie générale et rendre un réel service au malade et à sa famille en conseillant les mesures de surveillance que commande la situation. Mais le plus souvent on ne songe pas à le faire appeler ; le malade continue à vivre dans sa famille en conservant son entière liberté d'action jusqu'au jour où il accomplit en public un acte délirant qui provoque son arrestation et l'expose à des poursuites judiciaires.

Les délits commis par les paralytiques généraux, au premier stade de leur maladie, sont si fréquents qu'on avait proposé de donner à cette période de l'affection le nom de période médico-légale. Tous les auteurs qui se sont occupés de la paralysie générale et en particulier Brierre de Boismont, Foville, Lasèque, J. Falret, Legrand du Saulle ont rapporté des faits de ce genre.

Dans le milieu où il nous a été donné d'observer, c'est-à-dire à l'Infirmierie spéciale de la préfecture de police, nous pouvons dire que le plus grand nombre des paralytiques généraux qui passaient sous nos yeux, avaient été arrêtés pour différents délits accomplis publiquement. L'un était sorti tout nu dans la rue, l'autre s'était mis à la fenêtre dans une tenue indécente, celui-ci s'était fait servir dans un restaurant un repas qu'il n'avait pu payer, celui-là enfin avait frappé de sa canne un garçon de café qui lui réclamait le prix d'une consommation qu'il venait de prendre. Très souvent, c'est sur la demande d'un cocher dont ils ont occupé la voiture pendant plusieurs heures, sans avoir d'argent pour payer, qu'ils sont conduits au poste. Il y a

quelques jours, nous avons vu une malade qui s'était fait conduire en voiture de place aux fortifications afin de cueillir de l'herbe pour ses lapins ; sa récolte terminée, elle n'avait pu ni retrouver son domicile, ni payer le cocher. Le même jour, un malade, à qui un cocher réclamait le prix de ses courses, lui répondait de le conduire au Grand-Hôtel où il habitait avec son oncle, président de la République des États-Unis, qui certainement se ferait un devoir de payer pour lui. Mais une des causes les plus fréquentes de l'arrestation des paralytiques généraux, ce sont les vols, vols d'une nature particulière sur lesquels nous aurons l'occasion de revenir dans un instant. Signalons encore les abus de confiance, les actes d'improbité auxquels se laissent aller les comptables, les commerçants ; les actes immoraux de toute sorte, les tentatives de suicide, voire d'homicide et nous en aurons fini avec l'énumération des actes délictueux qui sont le résultat du développement de la paralysie générale.

Vols. — Le vol constitue le délit qui provoque le plus souvent l'arrestation des paralytiques généraux. Mais, en l'espèce, il présente un caractère particulier qui permet de le différencier facilement du vol accompli par les autres aliénés ; il porte l'empreinte de la déchéance intellectuelle qui a atteint le malade. Tous les larcins des paralytiques généraux dénotent, de la part de leur auteur, une inconscience et une imprévoyance véritablement pathognomoniques. Bien différent du voleur de profession qui s'empare autant qu'il le peut d'objets de prix, en s'entourant de toutes les précautions propres à lui assurer l'impunité ; bien différent de l'épileptique qui, dans son accès, commet un

vol dont il perd ensuite complètement le souvenir ; bien différent aussi de l'impulsif qui, tout en ayant nettement conscience des conséquences de l'acte qu'il accomplit, y est poussé par une force irrésistible, le paralytique général vole ouvertement, publiquement, sous les yeux de personnes qui l'observent, sans la moindre précaution. Il prend le plus souvent des objets disparates, insignifiants, de valeur minime, qui ne lui sont d'aucune utilité et ne peuvent lui procurer aucun bénéfice. Ce sont principalement les étalages, les exhibitions de marchandises à la devanture des magasins qu'il met à contribution. Ici il vole une paire de pantoufles, là un journal, un livre, des fleurs, un peu plus loin un poulet, un poisson, qu'il emporte tranquillement sous son bras sans prêter attention aux récriminations du marchand qui le poursuit et le fait arrêter. Dernièrement une jeune femme de 27 ans était amenée à l'Infirmérie spéciale, sous l'inculpation de vol à l'étalage. Elle avait pris dans un bazar deux paniers en osier, et deux petites brosses ; on trouva de plus sur elle deux oranges, trois huitres et trois portefeuilles qu'elle déclara avoir dérobés en différents endroits. Quand on lui parle de son vol, elle ne paraît pas y attacher la moindre importance, elle l'avoue sans difficulté puis se livre à des divagations étranges : elle est la femme et la fille du président de la République, elle va débiter à l'Opéra, elle possède de magnifiques toilettes etc... Sa parole est embarrassée, ses pupilles sont inégales, en résumé c'est une paralytique générale. Mendel rapporte le cas d'un de ses malades qui avait pris à un marchand, un revolver en sa présence, parce que ce dernier avait refusé de le lui vendre.

Enfin tout le monde connaît le fait relaté par M. Magnan, d'un paralytique général qui, voyant un tonneau dans la rue, devant la boutique d'un marchand de vin, demande à deux agents de police de lui aider à enlever cette pièce, ce que ces deux derniers s'empressent de faire, sans se douter qu'ils se trouvent en présence d'un voleur.

Interrogés sur leur vol, les malades font preuve de l'inconscience la plus absolue de la portée et des conséquences de leur acte. Ils en parlent comme s'il s'agissait de l'action la plus naturelle ; ils ne font le plus souvent pas de difficulté pour avouer ; d'autres fois ils disent qu'ils n'ont pas volé, que l'objet leur a été donné, que quelqu'un l'a mis dans leur poche. Nous avons vu un paralytique général, arrêté pour avoir pris un parapluie à la devanture d'un magasin, qui nous disait qu'il n'avait pas voulu dérober ce parapluie, et que son intention était bien de venir le payer le lendemain.

Les vols des paralytiques généraux, par les circonstances dans lesquelles ils sont commis, par la nature des objets dérobés, présentent donc un caractère en quelque sorte spécifique. Il semblerait, par suite, qu'un malade étant arrêté pour un délit de ce genre, son attitude qui, dans une situation critique, respire la placidité, l'indifférence, parfois la béatitude ; son interrogatoire qui provoque des réponses niaises, enfantines, ou même des divagations bizarres dussent éveiller les soupçons du magistrat et lui faire concevoir des doutes au sujet de l'état mental du prévenu. Nous sommes néanmoins obligé de reconnaître qu'en dépit de cette façon d'agir si spéciale, si différente de celle des malfaiteurs ordinaires, les tribunaux

condamnent souvent des paralytiques généraux. Les observations suivantes en donnent la preuve.

OBSERVATION I (personnelle).

Paralysie générale. — Condamnation à quinze jours de prison pour vol. — Transféré de la prison de Nanterre à l'Infirmérie spéciale trois jours après le jugement.

D. Alexis, âgé de 35 ans, marbrier, condamné le 5 janvier 1891, pour avoir volé une casquette à un étalage, à quinze jours de prison, est amené comme atteint d'aliénation mentale à l'Infirmérie spéciale le 8 janvier.

Il existe alors chez lui un affaiblissement considérable des facultés intellectuelles, de l'hébétude, de l'apathie, de l'embarras de la parole, du tremblement fibrillaire de la langue et de l'inégalité pupillaire. Tous ces symptômes permettent de rapporter à la paralysie générale le vol dont il s'est rendu coupable. Il est envoyé à Ste-Anne,

OBSERVATION II (personnelle).

Paralysie générale. — Condamnation à deux mois de prison pour vol. — Transféré de la Santé à l'Infirmérie spéciale huit jours après le jugement.

L. Émile, âgé de 39 ans, cordonnier, avait été condamné par le tribunal correctionnel de la Seine, le 20 janvier 1891, à deux mois de prison pour vol, menaces de mort, outrages et rébellion. Envoyé à Mazas, après le jugement, il refuse les aliments et pour ce fait on le dirige sur l'Infirmérie centrale des prisons de Paris. Le 28 janvier, huit jours après sa condamnation, le médecin de la Santé le déclare atteint d'aliénation mentale et demande son transport à l'Infirmérie spéciale. Là on n'hésite pas à le reconnaître atteint de paralysie générale en raison de son affaiblissement intellectuel, de son embarras de la parole, de son inégalité pupillaire et de ses idées de grandeur multiples, mobiles, absurdes, incohérentes. « Il est l'Empereur de

tout l'Univers, il possède des milliards, il habille tous les peuples avec le plus beau drap ; il n'y a plus de pauvres etc. ». Il part le jour même pour Ste-Anne.

OBSERVATION III (personnelle).

Paralysie générale. — Condamnation à un mois de prison pour vol. — Transféré de Mazas à l'Infirmerie spéciale huit jours après le jugement.

W... Pierre, âgé de 39 ans, journalier, est arrêté au moment où il volait une brosse à habits et une boîte de cirage à la devanture d'un magasin. Condamné pour ce vol à un mois d'emprisonnement le 18 novembre 1889, il est transféré de Mazas le 26 novembre à l'Infirmerie spéciale comme aliéné.

Il n'a conservé aucun souvenir de son délit. Il est tout à fait dément. Il se livre à des divagations ambitieuses, disant qu'il va être riche à plusieurs millions. L'embarras de la parole est très marqué, les pupilles sont inégales. Il n'a aucune conscience de sa situation. Le jour même, il est envoyé à Ste-Anne.

OBSERVATION IV (personnelle).

Paralysie générale. — Condamnation à trois mois de prison pour vol. — Transféré de Mazas à l'Infirmerie spéciale 28 jours après le jugement.

Le nommé Ro.... âgé de 39 ans, exerçant la profession d'employé de commerce, est transféré le 25 juin 1890, de Mazas, où il subissait une peine de trois mois d'emprisonnement en vertu d'un jugement du tribunal correctionnel de la Seine, en date du 28 mai 1890, à l'Infirmerie spéciale, comme présumé aliéné. Là, on le reconnaît atteint de paralysie générale.

Travaillant dans une maison de confection, il avait pris deux coupons de drap à son patron ; ceux-ci représentaient une valeur de 60 francs. Il est sorti de son atelier, emportant sous son bras les

deux pièces d'étoffe, sans se préoccuper de savoir si on l'observait. Il alla les déposer chez un de ses amis sans rien lui dire.

Il nous dit qu'il sait bien qu'il a volé, mais il est incapable d'expliquer pourquoi il l'a fait.

Il parle de son vol comme quelqu'un qui n'a pas conscience de la portée de cette action. Il n'a pas songé qu'il s'exposait à la prison. Il parle de son séjour en prison comme d'un événement indifférent. Il forme les plus beaux projets ; il doit aller au Venezuela, il s'embarquera le 15 septembre prochain. Il a les plus belles relations. Il possède tous les talents, il est sculpteur de génie, il gagne des millions. La parole est embarrassée, les facultés intellectuelles sont affaiblies ; les pupilles sont inégales.

D'après les renseignements fournis par la famille du malade, les premiers symptômes de l'affection cérébrale remonteraient à trois ans.

OBSERVATION V (personnelle).

Paralyse générale. — Condamnation à quinze jours de prison pour vol. — Interné à Ste-Anne le lendemain de sa sortie de prison.

Ch. Louis, âgé de 43 ans, employé de banque, a été condamné, le 16 mars 1889, à quinze jours de prison pour avoir volé un livre sur le quai. Il est sorti depuis 24 heures de la prison de la Santé où il subissait sa peine.

Depuis quinze mois sa femme remarque un changement dans son caractère. Il est devenu irritable et méchant. Il y a un an qu'il a été obligé de quitter sa place parce qu'il faisait constamment des erreurs dans ses calculs. Depuis quelque temps il a commis de nombreux vols de chaussettes, de serviettes, de serrures, de cadenas.

Le 3 avril 1889, on l'amène à l'Infirmerie spéciale ; on constate chez lui un affaiblissement notable de l'intelligence, des idées de grandeur, de richesse ; il raconte qu'il vient de faire une spéculation sur le Panama qui lui a rapporté 108 millions. Il présente de l'embarras de la parole, du tremblement fibrillaire de la langue, et de l'inégalité pupillaire. Il est interné à Ste-Anne.

OBSERVATION VI (personnelle).

Paralysie générale. — Condamnation à quatre mois de prison pour vol. — Transféré de Ste-Pélagie à l'Infirmierie spéciale deux mois après le jugement.

B. Adolphe, âgé de 41 ans, chaudronnier, a été condamné le 3 mai 1889 à quatre mois d'emprisonnement pour avoir pris du café à la devanture d'un épicier. Il est transféré à l'Infirmierie spéciale le 1^{er} juillet 1889, comme aliéné.

Depuis quelque temps sa femme le trouvait bizarre, il était devenu sombre, taciturne. Au moment où nous le voyons, nous constatons chez lui tous les signes de la paralysie générale : affaiblissement des facultés intellectuelles, embarras de la parole, tremblement fibrillaire de la langue, inégalité pupillaire. Il a aussi des idées de satisfaction. Il dit qu'il va gagner beaucoup d'argent.

OBSERVATION VII (personnelle).

Paralysie générale. — Condamnation à six mois de prison pour vol. — Transféré de la Grande Roquette, trois mois après le jugement.

Ch. Albert, âgé de 40 ans, voyageur de commerce est arrêté, pour avoir volé au Bon-Marché un parapluie, une toque de voyage et une éponge. Condamné pour ce vol à six mois de prison, le 23 décembre 1889, il est transféré de la Grande Roquette à l'Infirmierie spéciale comme aliéné le 1^{er} avril 1890.

Sa femme avait remarqué que longtemps déjà avant son arrestation, il perdait la mémoire, ne pouvait plus écrire et parlait avec difficulté ; après avoir été arrêté, il n'a pas paru le moins du monde affligé : il était inconscient de sa situation.

A la Roquette, il a été mis au cachot pendant trois jours et revêtu de la camisole de force pour avoir déchiré ses vêtements.

Envoyé à Ste-Anne le 2 avril, nous constatons chez lui un affaiblissement considérable des facultés intellectuelles, des idées de

satisfaction et de richesse, il prétend appartenir à une famille très riche et gagner trente mille francs par jour. Sa parole est embarrassée, ses pupilles sont rétrécies.

Quand on lui parle de son vol il paraît ne pas y attacher une grande importance et prétend qu'il avait l'intention de payer les objets qu'on a trouvés sur lui.

Nous avons revu Ch. ces jours derniers à Ste-Anne après un an d'internement. Il est arrivé aux derniers degrés de la cachexie paralytique.

OBSERVATION VIII (personnelle).

*Paralysie générale. — Condamnation à un mois
de prison pour vol.*

Le nommé La... Aug. âgé de 38 ans, est transféré le 14 juin 1890 de Ste-Pélagie où il subissait une peine d'un mois d'emprisonnement pour vol, à l'Infirmerie spéciale du Dépôt pour y être soumis à l'examen d'un médecin aliéniste.

Cet individu avait volé une chemise à la devanture d'un magasin de nouveauté. Interrogé sur les causes de cet acte, il se rappelle vaguement le fait qu'on lui reproche, dit qu'il a rendu la chemise au propriétaire et qu'il ne sait pas pourquoi il l'a prise.

Il présente des idées de satisfaction, un affaiblissement considérable des facultés intellectuelles, un embarras de la parole très accentué. Ses pupilles sont ponctiformes. Il n'a aucune conscience de sa situation. On porte le diagnostic de paralysie générale et il est envoyé à l'asile Ste-Anne.

OBSERVATION IX (personnelle).

*Paralysie générale. — Condamnation à quatre mois
de prison pour vol.*

Le nommé M... âgé de 28 ans, exerçant la profession de maître d'hôtel, est transféré, le 3 avril 1889, de Ste-Pélagie, où il subissait

une peine de quatre mois d'emprisonnement pour vol, à l'Infirmerie spéciale, comme présumé aliéné.

On constate chez lui un affaiblissement notable des facultés intellectuelles, ses idées sont confuses ; il n'a pas conscience de sa situation. Il se croit riche, il dit avoir chez lui 100,000 francs d'économies. Les pupilles sont inégales, la parole est hésitante. Tous ces symptômes font porter le diagnostic de paralysie générale.

Il avait volé à un étalage une pièce d'étoffe en coton dont il voulait se servir pour faire des chemises à sa femme ; c'est la seule explication qu'il puisse fournir de son vol.

Sa femme raconte qu'elle s'est aperçue depuis plusieurs mois déjà qu'il était malade. Il lui est arrivé de disparaître de son domicile pendant quinze jours, sans pouvoir donner de renseignements sur l'emploi de son temps. Depuis quatre ou cinq mois, il a perdu complètement la mémoire ; en même temps il avait la langue empâtée ; il y avait des mots qu'il ne pouvait prononcer en lisant le journal. Quelques jours avant son internement, il voulait faire transporter au Père-Lachaise le corps de son père, mort à Lille.

OBSERVATION X (personnelle).

Paralysie générale. — Condamnation à six mois de prison pour vol.

Le nommé Gu... avait pris, au mois de février 1890, à l'étalage d'un épicier, deux bouteilles d'essence et deux bouteilles d'eau de Javel. Il s'est éloigné tranquillement, sans chercher à se cacher. L'épicier s'apercevant du vol se mit à sa poursuite, et le conduisit chez le commissaire de police qui l'envoya au Dépôt. Traduit en police correctionnelle, il fut condamné à six mois de prison ; il est juste de dire que grâce aux démarches de sa mère, il fut acquitté par arrêt de la Cour d'appel en date du 8 août 1890.

Les renseignements fournis par sa mère, permettent de faire remonter à un an le début de la maladie. Celle-ci s'était aperçue depuis longtemps que son fils était malade ; elle l'avait dit au commissaire de police, au moment de l'arrestation, et elle ne s'explique pas comment une condamnation a pu être prononcée.

Interné à Ste-Anne au mois d'août 1890, on n'hésite pas à porter le diagnostic de paralysie générale. Il a des idées de grandeur, tient des propos absurdes, se livre à des divagations ambitieuses, forme des projets insensés, n'a nulle conscience de sa situation. Ses pupilles sont inégales, sa parole est hésitante. Par intervalle il a des accès d'agitation. A différentes reprises il a des attaques épileptiformes.

OBSERVATION XI (personnelle).

Paralysie générale. — Transféré de Mazas à l'Infirmerie spéciale après deux jours de prévention.

Z. Joseph, âgé de 50 ans, avocat, avait été envoyé à Mazas le 30 novembre 1890, comme prévenu d'un délit sur lequel il lui a été impossible de fournir aucun renseignement. N'ayant pas eu connaissance du dossier judiciaire, il nous a été impossible de savoir le motif de la prévention. Au bout de deux jours, le médecin de Mazas le fait transférer à l'Infirmerie spéciale, déclarant dans son certificat que depuis son entrée en prison Z. donne des signes d'aliénation mentale.

Au moment où nous l'observons, le diagnostic de paralysie générale s'impose, l'affaiblissement des facultés intellectuelles, l'embaras de la parole, l'inégalité pupillaire ne laissent aucun doute à cet égard. A ces symptômes vient s'ajouter un délire de grandeur des plus manifestes. Le malade se dit parent de l'empereur de Russie, à qui il a fait gagner un million de milliards ; il a été proclamé roi d'Espagne et couronné par la jeune reine ; il possède une grande partie de l'Europe et des vins fins qui datent de sept ans avant la naissance du Christ. Il est interné le 2 décembre à l'asile Ste-Anne.

OBSERVATION XII (personnelle).

Paralysie générale. — Interné à Ste-Anne le 17 octobre 1889. — Amélioration et mise en liberté sur les instances de sa femme, le 28 janvier 1890. — Deux condamnations à la prison pour vols. — Deuxième internement le 3 avril 1891.

F. Louis, âgé de 42 ans, mécanicien, interné comme paralytique

général, paraît amélioré au bout de quelques mois de traitement et est rendu à sa femme qui le réclame et s'engage à le surveiller. Pendant les quatorze mois qu'il passe hors de l'asile, il est arrêté à différentes reprises pour vol et condamné deux fois à l'emprisonnement pour le même motif. Le 19 novembre 1890, il est surpris en flagrant délit au moment où il dérobaît du vin dans la cave d'une boulangère qui habitait la même maison que lui. Il est condamné pour ce fait à six jours de prison, par la 9^e Chambre. Un mois plus tard, le 12 décembre, il est arrêté sur la réquisition d'un marchand de comestibles de la rue de Ménilmontant, pour vol de trois cervelas à son étalage ; la 8^e Chambre le condamne à quinze jours de prison. Enfin, le 25 février 1891, les gardiens de la paix le rencontrent porteur d'un paquet contenant 4 sacs de ciment, un drap, une boîte de sardines et quatre andouillettes, le tout ainsi qu'il l'avoue sans difficulté provenant de vol. Une expertise médico-légale est alors prescrite, et à la suite de celle-ci il est interné une deuxième fois à Ste-Anne, comme atteint de paralysie générale.

OBSERVATION XIII (personnelle).

*Paralysie générale. — Condamnation à cinq jours
de prison pour vol.*

C. Pierre, âgé de 42 ans, tonnelier, entre à l'Infirmerie spéciale le 24 février 1891. Il avait été arrêté parce qu'il se livrait à des excentricités sur la voie publique. Il y a un mois, il a été condamné à cinq jours de prison pour avoir dérobé deux couvertures à l'étalage d'un magasin du boulevard de Bercy. Il les avait prises, nous dit-il, non pas pour les voler, mais pour les rendre à leur propriétaire qui lui aurait donné une récompense ; il n'a même pas eu le temps de s'éloigner, un agent de police qui se trouvait à quelques pas du magasin l'observait et l'a aussitôt arrêté.

Actuellement il présente tous les signes de la paralysie générale ; affaiblissement de la mémoire, du jugement, de la volonté, embarras de la parole, inégalité pupillaire et idées de grandeur. Il va faire construire des chemins de fer et supprimer les montées sur les

routes. Il va remplir les églises de tableaux et de statues. Il veut qu'il n'y ait plus de pauvres à Paris. Il donnera vingt francs par jour à tous les ouvriers sans travail et une dot de dix millions à sa sœur qui va se marier.

Des cinq observations qui suivent, les quatre premières ont été publiées par le docteur Sauze, médecin adjoint de l'asile d'aliénés de Marseille et médecin des prisons de la ville, dans les *Annales médico-psychologiques* de 1861, la dernière est empruntée à la thèse du docteur Darde.

OBSERVATION XIV.

B. Joseph, âgé de 34 ans, garçon de café, est condamné à trois mois de prison pour vol, le 26 septembre 1856.

A son entrée en prison, il présente de la dépression mélancolique avec préoccupations hypochondriaques. Sa parole paraît même saccadée et l'articulation des mots est difficile. Depuis quelques jours son état s'est manifestement aggravé et nous autorise à croire à l'existence d'une paralysie générale.

OBSERVATION XV.

G. Louis, âgé de 32 ans, journalier, est entré en prison à la suite d'une condamnation à trois mois de prison pour vol. Depuis cette époque, il a donné des signes de dérangement intellectuel. J'ai noté chez lui un très grand affaiblissement des facultés intellectuelles. La mémoire est notablement diminuée. Il me parle de conceptions délirantes au milieu desquelles on retrouve un délire de grandeur bien caractérisé.

La langue est tremblotante, la parole est souvent embarrassée. En un mot, nous avons affaire à un malade atteint de démence avec paralysie générale au deuxième degré. Il est hors de doute que lorsque G. a commis le vol pour lequel il a été condamné, il était déjà atteint depuis longtemps de paralysie générale.

OBSERVATION XVI.

B. Joseph, âgé de 28 ans, garçon de café, est condamné à 15 jours de prison pour vol. A son entrée en prison il présente un grand affaiblissement des facultés intellectuelles et de la mémoire. L'articulation des mots est difficile, sa langue est parfois embarrassée. En résumé, il est atteint de paralysie générale. La période avancée de la maladie indique qu'elle est antérieure de plus d'une année peut-être à la condamnation.

OBSERVATION XVII.

L. Antoine, âgé de 42 ans, journalier, est condamné à deux mois de prison pour avoir volé sans discernement ni précaution, des mouchoirs à demi-usés à des ouvriers du chantier où il travaillait. Lorsque je le vis, il y avait de l'incohérence dans ses paroles, Par moment, on remarquait un embarras très sensible de la langue, l'articulation des mots était très difficile. Il est indifférent de sa position. Cette paralysie générale est déjà avancée et il est hors de doute qu'elle est antérieure de plusieurs mois au délit pour lequel il a été poursuivi.

OBSERVATION XVIII.

*Paralysie générale. — Condamnation à six mois
de prison pour vol.*

H. A. tonnelier, âgé de 35 ans, entre à Ste-Anne le 2 janvier 1874 dans le service de MM. Magnan et Bouchereau.

Il sort d'une maison de détention où il subissait une condamnation de six mois de prison, pour vol d'une valise à la gare de Strasbourg.

La mémoire est affaiblie. Il raconte qu'il a volé douze sous, mais que ce n'est pas un mal, parce que l'ami auquel il les a volés, les lui aurait bien prêtés. Il se trouve très brave homme. Il n'y en a pas deux comme lui à Paris. Un mois avant son entrée, dit-il, on lui confiait des billets de 1.000 francs. Quand on lui demande pour-

quoi il a pris un sac de voyage, il raconte qu'il l'a fait par rigolade devant plus de cent personnes. Après l'avoir pris, il n'a pas couru et l'employé du chemin de fer l'a arrêté très facilement. Au jugement, il s'est présenté tout naturellement, a dit que c'était bien lui qui avait pris la valise et sans plus ample explication il fut condamné à six mois de prison. Ça n'a pas été bien long, dit-il, heureusement je vais écrire mon histoire et ça sera très bien pour la clôture quand je dirai que j'ai été en prison et que je suis fou.

Il raconte aussi que chez un démenageur où il couchait, il avait mis le feu à la paille, mais qu'on l'avait éteint facilement. Il va doter ses sœurs avec le million que lui rapportera son roman.

Vagabondage. — Mendicité. — Le paralytique général quitte souvent, sans motif, son habitation pendant plusieurs jours. Il erre dans les rues, sans but et s'endort la nuit sous le premier abri qu'il rencontre. Son air hébété, sa tenue misérable, attirent sur lui l'attention des passants qui, pris de compassion, lui font parfois l'aumône de quelque argent. Loin de prendre des précautions, comme le mendiant de profession pour dissimuler ce qu'il reçoit, il accepte ouvertement, sous les yeux des agents qui surpris d'un pareil sans-gêne n'hésitent pas à l'arrêter. Il est alors traduit en police correctionnelle sous l'inculpation de vagabondage et de mendicité.

Pendant les trois premiers mois de cette année, nous avons vu transférer de prison quatre paralytiques généraux dont trois avaient été condamnés, dans les conditions dont nous venons de parler. Quant au quatrième, il était en prévention depuis un mois bien que, d'après le certificat du médecin de Mazas, il eût donné des signes d'aliénation mentale dès son arrivée à la prison.

OBSERVATION XIX (personnelle).

Paralysie générale. — Condamnation à huit jours de prison pour mendicité. — Transféré de Ste-Pélagie à l'Infirmerie spéciale trois jours après le jugement.

S... Dominique, âgé de 39 ans, exerçant la profession de marchand des quatre-saisons, arrive à l'Infirmerie spéciale le 24 février 1891 venant de la prison de Ste-Pélagie où il avait été écroué le 21 février. Il avait été arrêté sur le boulevard St-Michel au moment où un individu lui donnait quelques pièces de monnaie.

Il a perdu toute notion de lieu et de temps. Il ne sait pas où il se trouve. Il se met à pleurer quand on lui parle de sa condamnation. Il nous raconte qu'il était un solide gaillard, qu'il trainait des charges énormes, qu'il portait deux sacs de moules. Pas d'idées de grandeur. L'embarras de la parole est tellement accentué que son langage est presque inintelligible. Tremblement fibrillaire très marqué de la langue et des lèvres. Pas d'inégalité pupillaire. Il est envoyé le jour même à Ste-Anne comme atteint de paralysie générale.

OBSERVATION XX (personnelle).

Paralysie générale. — Condamnation à un mois de prison pour mendicité. — Transféré de Ste-Pélagie à l'Infirmerie spéciale trois jours après le prononcé du jugement.

M... André, âgé de 50 ans, exerçant la profession de terrassier, est amené à l'Infirmerie spéciale le 23 février 1891. Il vient de la prison de Ste-Pélagie où il a été écroué le 20 février en vertu d'un jugement en date du même jour qui le condamnait à un mois d'emprisonnement pour mendicité.

Il est incapable de dire pourquoi il a été condamné. Il se met à rire d'une façon niaise quand nous lui apprenons que c'est pour mendicité. Il présente un embarras considérable de la parole dont il a conscience et qu'il explique en disant qu'il a la langue trop courte. Ses pupilles sont inégales, on observe du tremblement de

la langue et des lèvres. Il a complètement perdu la notion de lieu et de temps. Il ne présente pas d'idées délirantes de grandeur. Il est gâteux. M. le docteur Paul Garnier rédige un certificat le déclarant atteint de paralysie générale, et il part le jour même pour Ste-Anne.

OBSERVATION XXI (personnelle).

Paralysie générale. — Condamnation à deux mois de prison pour vagabondage. — Transféré de la Santé à l'Infirmerie spéciale quinze jours après le jugement.

M... Paul, âgé de 35 ans, cuisinier, est transféré le 17 mars 1891 de la prison de la Santé où il était entré le 2 mars.

Au moment où nous le voyons, il est complètement nu dans sa cellule, il frappe avec violence à la porte et réclame impérieusement une cigarette. Il nous raconte qu'il a sept enfants, que tous les matins il les lèche et ensuite les enveloppe dans des peaux de tigres qu'il a tués lui-même. Il va les faire dorer au moyen d'un ingrédient dont lui seul connaît le secret puis il se fera dorer lui-même. Il met des pièces d'or dans les tas d'ordures, pour qu'elles soient trouvées par les chiffonniers. Il va être nommé pape. Il veut qu'on donne du Champagne à son compte, à tous les malades de l'Infirmerie spéciale. Il possède de vastes forêts dans lesquelles il va chasser avec tous les peuples de l'Europe. Il est un patriote, dit-il, il veut avoir une centaine d'enfants par an parce que l'armée française manque de soldats. Sa fortune est immense, elle se chiffre par centaine de millions. Il nous raconte qu'il a été déjà plusieurs fois condamné pour avoir pris des aliments aux devantures des commerçants. Il présente un affaiblissement considérable des facultés intellectuelles, de l'embarras de la parole, de l'inégalité pupillaire. Le certificat le déclare atteint de paralysie générale et il est dirigé sur Ste-Anne.

OBSERVATION XXII (personnelle).

Paralysie générale. — Entré à Mazas comme prévenu de vagabondage. — Transféré à l'Infirmerie spéciale après vingt-sept jours de prévention.

P... Frédéric, âgé de 40 ans, imprimeur, est amené à l'Infirmerie spéciale le 17 février 1891, venant de la prison de Mazas où il était entré le 19 janvier. Le certificat du médecin de la prison, déclare que depuis son entrée dans l'établissement P. donne des signes d'aliénation mentale caractérisée par des propos incohérents, de l'agitation continuelle, de la loquacité et des idées de grandeur.

Il nous raconte qu'il est allé lui-même demander à être arrêté parce qu'il se trouvait sans ressources et ne voulait pas voler. Il dit qu'il a été conseiller municipal de Paris et maire de Neuilly, qu'il est actuellement rédacteur au journal *l'Estafette* où il gagne 6.000 francs par mois. Il demande à être mis en liberté pour aller voir les belles dames qui passent sur l'Arc de Triomphe. Sa parole est embarrassée ; ses pupilles inégales ; sa langue présente du tremblement fibrillaire. Ses facultés intellectuelles sont affaiblies. Il est envoyé à Ste-Anne comme paralytique général.

OBSERVATION XXIII (personnelle).

Paralysie générale. — Transféré de Mazas à l'Infirmerie spéciale après dix-neuf jours de prévention.

H... Georges, âgé de 38 ans, employé de banque, est amené à l'Infirmerie spéciale le 3 mars 1891, venant de Mazas où il était écroué depuis le 16 février sous l'inculpation de vagabondage et filouterie. Son affaire était en cours d'instruction. Le médecin de Mazas déclare dans son certificat que depuis son entrée à la prison, H... donne des signes d'aliénation mentale caractérisée par un état de prostration générale, des actes insensés et des idées de suicide.

H... était entré dans un restaurant où il s'était fait servir une bouteille de vin de 0, 85 centimes, sans avoir d'argent pour payer. Lors-

que nous lui demandons pourquoi il a accompli cet acte, il nous répond que c'est parce qu'il avait soif et il trouve cette explication toute naturelle. Il ne s'attendait pas, dit-il, à être mis en prison pour si peu de chose. Il nous invite à dîner le soir avec lui au Grand-Hôtel. Son cousin-germain fort riche va lui donner des millions. On observe chez lui un affaiblissement de l'intelligence, de la mémoire et de la volonté, de l'embarras de la parole, de l'inégalité pupillaire. C'est un paralytique général. On l'envoie à Ste-Anne.

Faux en écritures. — Escroqueries. — Filouteries.

Assez fréquemment des poursuites judiciaires sont dirigées contre des paralytiques généraux pour faux, abus de confiance, escroqueries et filouteries. Tous ces délits portent encore le sceau de la faiblesse intellectuelle de leur auteur. L'exemple qui va suivre et que nous devons à l'obligeance de notre maître, M. le docteur Paul Garnier, donne bien l'idée de l'imprévoyance, de la niaiserie avec laquelle ils peuvent procéder. Un ouvrier boulanger est inculpé de faux en écriture publique et de tentative d'escroquerie. Ayant besoin d'argent, pour s'en procurer voici ce qu'il imagine. Il s'adresse à un bureau de poste, s'y fait délivrer un mandat de cinq francs au nom d'un sieur Neveu. Muni de ce mandat, il n'hésite pas un instant, il gratte l'indication de la somme de cinq francs et écrit à la place : vingt mille francs. Puis sans s'inquiéter du chiffre 5 découpé sur la bordure du mandat, il se présente à un guichet d'un autre bureau, persuadé qu'on va lui remettre vingt mille francs. Lasègue, dans sa thèse d'agrégation, rapporte le cas d'un simple soldat d'artillerie qui se présente dans les bureaux d'un des premiers banquiers de Paris pour toucher une traite écrite de sa main et signée par lui du nom des généraux qu'il a connus. Mendel dit que des individus sains abusent quelquefois de la faiblesse et de la docilité des paralytiques généraux pour leur faire exécuter des escroqueries, des actes délictueux dont

ils ne saisissent pas la portée. Nous avons eu nous-même l'occasion d'observer un fait de ce genre. La femme d'un paralytique général avait pris l'habitude d'envoyer son mari voler dans les grands magasins de nouveautés ; elle le conduisait jusqu'à la porte du magasin où elle n'entrait pas avec lui et l'attendait à sa sortie, pour recueillir les objets qu'il avait dérobés. Cette manœuvre découverte valut à la femme quatre mois de prison ; mais le malade ne fut pas épargné. Enfin on voit fréquemment des paralytiques généraux qui font des dépenses dans les restaurants sans avoir d'argent sur eux et qui prennent des voitures sans pouvoir les payer.

Ce sont là des délits qui entraînent encore assez souvent leur condamnation.

OBSERVATION XXIV (personnelle).

Paralysie générale. — Condamnation à cinq ans de prison pour faux. — Transféré de la prison de la Santé à l'Infirmierie spéciale vingt-cinq jours après le jugement.

M. François, entrepreneur de plomberie, âgé de 38 ans, est condamné, le 25 avril 1891, par la cour d'assises de la Seine, à cinq ans de prison pour faux en écritures commerciales. Il avait falsifié une quittance en changeant la date et la signature. Il avait transporté un timbre d'une quittance sur l'autre et avait complété de sa main la signature dont une partie seulement se trouvait sur le timbre.

Les renseignements fournis par la femme du malade permettent de faire remonter à un an le début de la maladie. Elle avait remarqué que sa mémoire diminuait, qu'il commettait des oublis répétés, que sa parole était parfois embarrassée. Le caractère présentait aussi des modifications se traduisant par des colères brusques, et une tendance à intenter des procès pour les motifs les plus futiles.

Il y a trois mois, il paraît avoir éprouvé un ictus congestif à la suite duquel la difficulté de la prononciation s'est accrue et la déchéance de l'intelligence s'est accentuée.

Au moment où nous l'observons, le malade se trouve dans un état d'hébétude profonde, il n'a nulle conscience de sa situation, est incapable de fournir aucun renseignement sur sa condamnation et les raisons qui l'ont déterminée. Ses propos sont absolument incohérents ; bien qu'il n'ait pas d'enfants, il prétend être père de trois filles qui sont d'une beauté remarquable. Il présente des idées de satisfaction et de richesse d'ailleurs mobiles et incohérentes. Nous constatons en plus l'existence des signes physiques classiques : embarras de la parole, tremblement fibrillaire des lèvres et de la langue, inégalité pupillaire qui confirment le diagnostic de paralysie générale.

Grâce à un certificat du médecin de la prison de la Santé, il est transféré à l'Infirmerie spéciale le 23 mai 1891, après 25 jours de détention.

OBSERVATION XXV (FOVILLE, *Ann. d'hygiène*, 1877).

Flagrant délit d'escroquerie. — Condamnation à un mois de prison. — Aliénation reconnue pendant la durée de la peine. — Envoi à l'asile. — Démence paralytique avancée. — Mort dans le marasme paralytique trois mois après la condamnation.

Le 2 juillet 1876, on arrêtait dans un petit restaurant du Havre, un individu de 62 ans, nommé L. F. qui venait de faire une dépense de 3 fr. 70, sans avoir dans sa poche un sou pour la payer. Au commissaire de police et au juge d'instruction qui l'interrogèrent, L. F. répondit en avouant le fait qui lui était reproché, ajoutant qu'il jouissait d'une pension de l'État comme ancien marin, que sa femme l'avait abandonné quinze jours auparavant, que depuis il vivait seul, très misérablement et que, n'ayant plus d'argent, il devait attendre, pour payer sa dépense, le prochain terme de sa pension. Traduit devant le tribunal correctionnel jugeant les flagrants délits, L. F. fut

condamné le 25 juillet à un mois de prison pour filouterie et écroué à la maison d'arrêt du Havre.

Mais à peine y était-il depuis quelques jours, que le médecin déclarait qu'il était aliéné et demandait son envoi à l'asile de Quatre-Mares. Les renseignements administratifs fournis par le maire constataient que depuis plusieurs mois L. F. avait cessé tout travail, se montrait très violent et dangereux à l'égard de sa femme, parlait de grandeurs et de richesses d'une manière déraisonnable.

L. F. fut placé d'office à l'asile de Quatre-Mares le 28 août. Dès l'arrivée à l'asile, il fut facile de reconnaître que L. F. présentait les symptômes de la démence paralytique parvenue à un degré avancé. Les propos sont incohérents, il parle de millions et de milliards qu'il distribue à tout le monde ; il manifeste en même temps certaines idées hypochondriaques. Sa démarche est chancelante, sa parole est très embarrassée. L'affection fait rapidement de sensibles progrès et L. F. succombe le 11 novembre dans un état très avancé de marasme paralytique.

OBSERVATION XXVI (FOVILLE, *loc. cit.*).

Condamnation pour abus de confiance à quatre mois de prison. —

Pendant l'accomplissement de cette peine, nouvelle poursuite pour faux. — Envoi devant la Cour d'assises. — Doutes sur l'intégrité intellectuelle. — Expertise médico-légale établissant l'existence d'une paralysie générale dont le début est antérieur à la première condamnation.

Depuis huit ou dix mois, toutes les personnes qui fréquentaient M. . avaient remarqué chez lui un état indiscutable d'aberration mentale, caractérisé par un désordre absolu dans sa conduite et ses affaires. Depuis lors il n'avait plus conscience de ce qu'il faisait. Exerçant la profession de cordonnier, lorsqu'il coupait les chaussures, il gaspillait une quantité de cuir considérable, sans rien faire de bon. Il échangeait des notes acquittées contre des sommes très inférieures à celles qui y étaient portées ; il se laissait exploiter de la façon la plus préjudiciable à ses intérêts. Un pareil désordre se

traduisit bientôt par tout le cortège des difficultés commerciales et des embarras d'argent. Il fut poursuivi, traqué, saisi et vendu. Au milieu de cette débâcle il ne paraît pas s'être jamais tourmenté ni avoir compris la gravité de la situation. C'est alors que d'une manière que nous n'hésitons pas à qualifier de maladive ou d'inconsciente, il se mit à fabriquer des effets de commerce entachés de faux. Un certain nombre de ces effets sont tombés entre les mains de la justice et l'un d'eux a amené sa condamnation correctionnelle à quatre mois de prison.

Les effets de commerce rédigés par M. sont tellement défectueux au point de vue seul de l'exécution matérielle qu'on se demande comment ils ont pu être pris au sérieux.

Enfin à cette époque sa parole était tellement embarrassée qu'on le croyait paralysé de la langue.

Il ne nous appartient pas de rechercher comment des faits aussi évidents, que proclament tous ceux qui ont fréquenté M. à cette époque n'ont pas été révélés plutôt à la justice ; comment personne n'est venu dès les premières poursuites, déclarer que sa raison était profondément troublée ; mais nous pouvons du moins, en toute sécurité de conscience, déclarer que depuis longtemps déjà M. est atteint de paralysie générale, que le début de cette affection remonte à 8 ou 10 mois et que c'est à l'existence de cette maladie que se rattachent les faits délictueux qui lui sont reprochés.

Immoralité. — Des actes d'immoralité sont souvent reprochés aux paralytiques généraux. Comme leurs vols, ces actes présentent un caractère de niaiserie, d'inconscience, d'imprévoyance véritablement remarquable, et néanmoins ils entraînent quelquefois leur condamnation. Tantôt chez ces malades et principalement chez la femme, l'appétit génésique est exalté, tantôt au contraire il n'est pas modifié ou il existe une frigidity notable. Quoi qu'il en soit, on voit souvent le paralytique général sortir dans la rue tout nu

ou dans une tenue indécente, exhiber ses organes génitaux, se livrer en public à la masturbation, poursuivre les femmes qu'il rencontre ou même les personnes de son entourage, sa mère, sa sœur, sa fille, et leur faire des propositions malhonnêtes. Il se laisse aller à pratiquer des atouchements obscènes sur des petits garçons, des petites filles, commet des attentats à la pudeur et même des tentatives de viol.

Lasègue, dans son étude sur les exhibitionnistes, cite des faits qui semblent se rapprocher à la paralysie générale, et qui donnèrent lieu à une condamnation à quelques jours de prison.

Le docteur Sérieux dans sa thèse, signale le cas d'une paralytique générale qui fut condamnée à plusieurs jours de prison, pour avoir montré son derrière à un sergent de ville.

Les deux observations suivantes, l'une personnelle, l'autre empruntée à la thèse du docteur Darde, se rapportent à des actes d'immoralité ayant amené dans un cas la condamnation du malade, dans l'autre, son envoi à l'asile d'aliénés avant la fin de l'instruction de l'affaire dans laquelle, au dire des parents, il n'y aurait pas eu de médecin expert commis par l'autorité judiciaire.

OBSERVATION XXVII (personnelle).

Paralysie générale. — Transféré de Mazas à l'Infirmierie spéciale. — Inculpation d'attentat à la pudeur sur sa fille. — Est resté cinquante jours en prison comme prévenu.

R... Charles, âgé de 44 ans, employé dans une distillerie, est entré le 14 janvier 1891, à Ste-Anne, dans le service de la clinique des

maladies mentales où nous l'observons. Accusé d'attentat à la pudeur sur sa fille âgée de 15 ans, il était à Mazas depuis le 26 novembre 1890.

Des renseignements qui nous ont été fournis par sa fille, son frère et sa mère, il résulte que depuis au moins un an, on avait remarqué des changements dans son caractère et dans ses manières. Il avait parfois la tête égarée, parlait seul, tenait des propos incohérents, changeait à chaque instant de conversation. Il perdait la mémoire. Habituellement doux, il était devenu irritable, se mettait en colère pour des motifs futiles. Sa mère avait noté un changement dans les sentiments affectifs de son fils à son égard. Depuis six mois il ne travaillait plus ; son patron l'avait renvoyé parce qu'il s'acquittait mal de ses fonctions. Chargé de distiller des alcools, il lui était arrivé à différentes reprises de gâcher les produits. Il ne faisait pas habituellement d'excès de boisson.

Sa fille nous raconte qu'un soir, après dîner, il l'a prise sur ses genoux, a relevé ses jupons et a porté la main à ses organes génitaux. La même scène s'est reproduite une autre fois, à quinze jours d'intervalle. Il s'est contenté de se livrer à de simples attouchements et n'a jamais essayé de la violer.

C'est son oncle, nous dit-elle, à qui elle avait raconté ce qui s'était passé, qui l'a obligée à déposer une plainte chez le commissaire de police.

Au moment de son arrestation, le malade aurait avoué les faits qui lui sont reprochés ; actuellement il les nie, dit que ce n'est pas lui mais son frère qui est coupable.

Son intelligence est considérablement affaiblie : il ne se rappelle pas être resté aussi longtemps en prison, il croit n'y avoir passé que huit jours. Il ne sait pas où il se trouve.

Il est très riche, possède dix-neuf millions, deux châteaux, le café de la Paix et plusieurs maisons sur le boulevard Haussmann. Il est médecin. Il fait partie de l'Académie française.

Sa parole est très embarrassée, il explique cet embarras en disant qu'il a dans la gorge un morceau de fer qui le gêne pour parler. Les muscles de la langue et des lèvres sont animés de tremblement fibrillaire. Les pupilles sont très inégales. Le diagnostic de paralysie

générale formulé déjà dans le certificat de M. Paul Garnier, n'est pas douteux.

L'état du malade ne tarde pas à s'aggraver, il devient gâteux, tombe dans le marasme et meurt le 10 février, c'est-à-dire trois semaines après son internement. L'autopsie a confirmé le diagnostic de paralysie générale.

OBSERVATION XXVIII.

Paralysie générale. — Condamnation à la prison pour outrage public à la pudeur.

D. P. voyageur de commerce, âgé de 37 ans, entre le 4 février 1874 dans le service de MM. Magnan et Bouchereau.

Il vient de Mazas où il avait été enfermé pour outrage public à la pudeur. Il raconte en effet que près de la gare de Lyon, il avait montré ses organes génitaux à deux sergents de ville et aux personnes présentes, parmi lesquelles il y avait des femmes, sous prétexte qu'il avait la vérole.

Nous constatons un affaiblissement de la mémoire. Il présente du délire ambitieux. Il est pape, empereur. Il va faire construire un chemin de fer à voiles tout le long de la mer. Il va faire passer des rivières dans toutes les rues de Paris et il y aura des poissons dedans. Il fera tous les toits de Paris en cristal et mettra sur l'Arc de Triomphe un soleil et une lune. Ses parents sont boulangers. Il leur a donné 20.000 francs ; aussi ils sont millionnaires, etc.

Par moments, irritabilité excessive. Il se fâche, se met à frapper la table, dit que les bêtes nous mangeront et qu'il nous mettra une barre de fer dans le corps.

La pupille gauche est plus large. Hésitation assez prononcée de la parole.

Les délits des paralytiques généraux, conséquence immédiate de leur affection mentale, entraînent donc souvent leur condamnation. Ce n'est pas seulement à l'époque de

l'éclosion de la maladie, alors qu'une observation médicale prolongée peut seule permettre de rattacher les actes incriminés à leur véritable cause, que nous voyons se produire ces erreurs judiciaires. La plupart des condamnés que nous avons observés, en étaient arrivés à une période assez éloignée du début de leur affection pour que l'examen le plus superficiel, permit au médecin de faire immédiatement, sans la moindre hésitation, le diagnostic de paralysie générale. L'hébétude, la faiblesse, l'embarras de la parole parfois presque inintelligible étaient si manifestes, les explications fournies au sujet des délits trahissaient si évidemment la démence que nous avons été maintes fois surpris qu'une déchéance physique et intellectuelle aussi accentuée ait pu passer inaperçue du magistrat au moment de l'interrogatoire du prévenu. Peut-être nous objectera-t-on que ce dernier était sain d'esprit à l'époque de sa condamnation ; mais la réponse à cette objection nous est fournie par ces malades transférés de prison à l'Infirmerie spéciale deux jours, trois jours, une semaine après avoir été jugés. Dans tous les cas que nous avons rapportés, l'état du malade, à son entrée à l'Infirmerie spéciale permettait de faire remonter le début de l'affection à une date bien antérieure à celle de l'accomplissement du délit.

Arrivé en prison, le paralytique général n'est pas au terme de ses mécomptes ; assez fréquemment il est pris d'agitation, se montre violent à l'égard des gardiens, met ses vêtements en lambeaux, frappe la nuit sans discontinuer, contre la porte de sa cellule. Toutes ces manifestations délirantes sont considérées par le personnel de la prison comme des actes de rébellion contre lesquels il importe

de réagir dans l'intérêt de la discipline et de l'exemple à donner aux autres détenus.

L'aliéné est alors revêtu de la camisole de force, enfermé dans une cellule de punition et soumis au régime des prisonniers qui commettent quelque infraction à la règle de l'établissement. Tel a été le cas du malade qui fait l'objet de l'observation VII. Avant de le faire visiter par le médecin de Mazas, on avait usé à son égard de tous les moyens de répression que comportent les règlements de l'administration pénitentiaire. Ce n'est pas là d'ailleurs un fait isolé ; nous avons eu nous-même à différentes reprises, l'occasion de voir des aliénés méconnus traités comme des prévenus indisciplinés. Ces erreurs évidemment regrettables pourront se reproduire aussi longtemps qu'une question purement médicale comme celle qui consiste à signaler les individus présumés atteints d'aliénation mentale, sera abandonnée à l'incompétence du directeur ou des gardiens de prison.

Le gouvernement belge vient de donner, à ce propos, un exemple qui mériterait d'être suivi ; il a institué une commission composée de trois médecins aliénistes, chargée d'inspecter les établissements pénitenciers et d'adresser au ministre de la justice un rapport sur l'état mental de chaque détenu. Cette réforme est tout à l'honneur du gouvernement qui en a pris l'initiative et des médecins qui en ont été les promoteurs.

CHAPITRE II

Aliénés persécutés.

Les aliénés persécutés, sous l'influence de leurs interprétations délirantes ou de leurs hallucinations se portent fréquemment à des actes de violence dont ils ont ensuite à répondre devant les tribunaux. Ce sont peut-être les plus dangereux de tous les aliénés. Se croyant en but aux poursuites d'ennemis qui en veulent à leur honneur, à leur fortune, à leur vie, il n'est pas rare de leur voir consommer des crimes pour se faire justice et déjouer les trames qu'ils croient ourdies contre eux. Ils s'en prennent à leurs parents, à leurs amis, au premier venu des tourments qu'ils endurent, leur reprochant toute sorte de mauvais procédés à leur égard, les accusant parfois de leur lancer des décharges électriques, de les injurier au moyen d'appareils qu'ils décorent de noms bizarres, de leur envoyer de mauvaises odeurs par des mécanismes étranges, de faire sur eux des tentatives d'empoisonnements et même de pratiquer sur leur personne des attouchements indécents ou des actes contre nature.

Le persécuté, considère comme se rapportant à lui tout ce qu'il entend, tout ce qu'il voit ; le fait le plus insignifiant, il l'interprète dans le sens de son délire. Se promène-t-il dans la rue, il n'hésite pas à interpeller ou même à frapper un passant inoffensif chez lequel il aura cru surprendre une parole, un regard, un geste méprisant à son adresse.

Dans de telles dispositions d'esprit, l'idée de se protéger de ses prétendus ennemis, de tirer vengeance d'eux ne tarde pas à éclore en lui et l'amène à exercer des violences, contre celui ou ceux qu'il rend plus particulièrement responsable de ses misères.

Une femme, amenée il y a quelques jours à l'Infirmierie spéciale comme aliénée, avait souffleté, en pleine audience, un juge de paix qu'elle accusait de faire cause commune avec une personne qui avait tenu des propos calomnieux sur son compte.

Mais souvent ces malades se livrent à de plus sérieuses représailles ; et ne reculent même pas devant le meurtre.

Un persécuté, interné actuellement à Ste-Anne, dans le service de M. le professeur Ball, avait tué d'un coup de couteau, un garçon pâtissier qui passait à côté de lui dans la rue et par lequel, sous l'empire d'hallucinations de l'ouïe, il s'était entendu traiter de canaille et de cochon.

Nous avons observé pendant quelques semaines au Dépôt, un jeune docteur en droit, employé d'une importante administration du département de la Seine, qui, dans les derniers jours de l'année 1889, avait assassiné à coups de revolver, un de ses chefs dont il croyait avoir à se plaindre. Il nous parlait avec le plus grand sang-froid et sans le moindre remords de son meurtre, qu'il considérait comme un acte de justice. Il se trouvait, disait-il, en état de légitime défense, car des personnes, rencontrées par lui dans la rue, et qui, sans vouloir se faire se connaître, paraissaient s'intéresser à lui, l'avaient mis en défiance contre sa victime et lui avaient répété à maintes reprises, que sa

mort seule lui permettrait de recouvrer la tranquillité et le bonheur.

Si nous ajoutons que les persécutés déploient parfois une certaine vigueur intellectuelle, dans la recherche des moyens qui doivent les conduire le plus efficacement à l'accomplissement de leur vengeance, on ne sera pas surpris de les voir condamner comme responsables de leurs actions. Inefficaces puisqu'elles s'adressent à des malades, ces condamnations ne parent en outre que pour un temps au danger permanent que constitue le persécuté pour le milieu dans lequel il vit. Ainsi que le démontre l'observation XXXI, que nous empruntons à l'ouvrage de M. Paul Garnier « la Folie à Paris », des attentats mortels eussent pu être quelquefois évités si le malade, soumis dès son premier délit, à un examen médical, au lieu d'être écroué pour quelques mois dans une prison, avait été interné dans un asile d'aliénés.

OBSERVATION XXIX (personnelle).

Tentative de meurtre sous l'influence d'idées de persécution. — Condamnation à cinq ans de réclusion.

G... Charles, âgé de 50 ans, maçon a toujours été bizarre au point qu'on l'avait surnommé le fou G... son père était ivrogne et brutal, sa mère avait des idées de persécution et était sujette à des hallucinations de l'ouïe. Un de ses cousins s'est suicidé.

Il s'imaginait que certaines personnes lui en voulaient. Il supposait que ses ennemis qu'il appelait « la bande » s'introduisaient chez lui pendant son absence et mettaient des substances toxiques dans ses aliments. Il s'en apercevait au goût particulier de ces derniers. Tous ces poisons restaient inoffensifs pour lui, disait-il, parce qu'il était immortel. Il avait des hallucinations de l'ouïe, de l'odorat et

de la sensibilité générale ; il s'entendait injurier par les personnes qu'il rencontrait. Ses ennemis lui lançaient des décharges électriques et de mauvaises odeurs.

A propos d'un petit héritage qu'il doit partager avec son frère, il s'imagine que celui-ci, agissant à l'instigation de ses ennemis, veut lui faire tort et un jour, au moment où il se présente chez lui, il tire sur lui un coup de fusil qui l'atteint sans lui faire de blessure grave. Traduit en justice pour cette tentative de meurtre, il est condamné à cinq ans de réclusion. Toutes les personnes qui le connaissaient savaient parfaitement qu'il ne jouissait pas de l'intégrité de ses facultés et cependant l'autorité judiciaire n'a pas prescrit d'expertise médico-légale.

En même temps que ses idées de persécution, G... manifestait des idées de grandeur. Il prétendait qu'il était Salomon, qu'il avait posé la première pierre du Vatican, qu'il était en communication avec St-Pierre. Il eût pu être pape, disait-il, mais pour cela il lui aurait fallu tuer un homme.

G... est mort récemment à l'âge de 68 ans, il a toujours continué à présenter ses idées délirantes et à aucun moment de son existence, il n'a été interné dans un asile d'aliénés.

OBSERVATION XXX (personnelle).

Imputations calomnieuses sous l'influence d'idées de persécution.

— *Condamnation à 50 francs d'amende par le juge de paix.*

F. Adeline, âgé de 34 ans, qui présente une hérédité nerveuse assez chargée est amené à Ste-Anne le 24 décembre 1890, dans le service de la Clinique. Les renseignements fournis par le mari nous apprennent que depuis treize mois, elle tient des propos déraisonnables. Elle se plaignait d'être suivie par la police quand elle sortait dans la rue. Elle accusait les voisins de lui vouloir du mal, de la voler, de lui lancer du chloroforme par des trous pratiqués dans le mur. Un jour elle rencontre dans l'escalier une personne qui habitait dans la même maison qu'elle ; elle l'insulte et la traite de voleur et d'assassin. Il en résulte une poursuite en justice et le juge de paix à qui le

mari avait fait remarquer que sa femme présentait des troubles mentaux, avait répondu que les injures n'en subsistaient pas moins, et l'avait condamnée à 50 francs d'amende.

Actuellement elle prétend que des hommes se sont introduits chez elle en l'absence de son mari et ont abusé d'elle. On l'a photographiée toute nue et on a promené ces photographies dans les rues de Paris et de son pays natal. Elle prédit l'avenir, annonce les éclipses, découvre les assassins.

OBSERVATION XXXI (D^r P. GARNIER, *la Folie à Paris*).

Débilité mentale et idées de persécution. — Acte de protestation anarchiste. — Condamnation à un mois de prison. — Tentative de meurtre. — Internement.

Edouard X., ancien clerc de notaire, 30 ans.

A été arrêté dans la matinée du 13 avril dernier ; il venait de frapper d'un coup de couteau en pleine poitrine le gardien de la paix D... La scène s'était déroulée avec une absolue soudaineté. X. cheminait à 7 h. du matin, boulevard des Capucines ; parvenu au niveau du magasin du chocolatier Marquis, à l'angle de la place de l'Opéra, il lance avec force une pierre dans la devanture de ce magasin et en brise l'une des glaces. Au même moment, le gardien D... attiré par le bruit, quitte la place de l'Opéra où il stationnait et débouche sur le boulevard, en demandant : « Qui a fait cela ? » Un passant lui désignant X. il va droit à lui et lui met la main sur l'épaule : celui-ci sort aussitôt un couteau qu'il tenait tout ouvert dans sa poche, le plonge dans la poitrine de l'agent et s'enfuit pendant que D. grièvement blessé, s'affaisse après avoir fait quelques pas pour poursuivre le meurtrier.

Interrogé, l'auteur de cet attentat déclara avoir voulu *faire acte d'anarchiste* et qu'il avait agi de même deux mois auparavant à Compiègne, ce qui lui avait valu un mois de prison.

X... est un homme de stature moyenne, d'apparence robuste, au visage plein et coloré, à l'allure quelque peu lourde, timide et embarrassée. La physionomie est peu intelligente, la face très mani-

festement asymétrique. De plus, X... est atteint d'une blésité assez marquée. Dans les antécédents héréditaires on ne signale aucune particularité saillante. Nous savons peu de choses de la première enfance de X... ; il paraît avoir été un écolier assez appliqué et studieux, d'un caractère doux et tranquille, d'humeur peu expansive. A 17 ans, il entre comme expéditionnaire à la compagnie du chemin de fer de l'Eure, où il devait rester neuf ans. On remarquait qu'il était peu communicatif, qu'il avait une tendance à prendre ombrage d'incidents relativement futiles que son esprit inquiet grossissait outre mesure. A un moment, il se met en tête d'affirmer ses convictions en politique : il paraît avoir adressé quelques articles au journal de la localité, l'*Écho républicain de G...* articles dans lesquels il s'en prenait, dit-il, à de hautes personnalités qui ne lui ont pas pardonné ses attaques et devaient en tirer vengeance par la suite. A partir de ce moment, il parut de plus en plus taciturne, morose, soupçonneux. Il racontait qu'il était surveillé, épié dans tous ses actes par des ennemis puissants, et qu'il redoutait de tomber dans un guet-apens, assurant qu'il allait se rendre à la gendarmerie pour demander l'autorisation de porter un revolver chargé, afin de défendre sa sécurité menacée. Harcelé par mille appréhensions, convaincu qu'il ne peut lutter contre ses ennemis puissants, il prend la résolution de s'ôter la vie et se jette à l'eau. Plus tard, dans l'espérance de se soustraire davantage à ses prétendus persécuteurs, X... sollicita un emploi à la compagnie des chemins de fer de l'Ouest. Sa demande fut agréée. Mais X... dont on reconnut bientôt l'exaltation intellectuelle, fut remercié.

Dans cette mesure réclamée par l'état de sa santé, il ne vit que la continuation des prétendues persécutions qu'on lui avait fait subir. Il réclama 40.000 francs de dommages-intérêts, sous prétexte de renvoi injustifié. Le 13 mars 1887, un jugement du Tribunal de commerce de la Seine le déclarait mal fondé en sa demande. De plus en plus la conviction s'établit dans son esprit qu'il est une victime et qu'il doit se mettre en état de révolte.

Pourquoi a-t-il frappé d'un coup de couteau le gardien D... ?

Rien d'illogique comme les réponses qu'il fournit à cet égard.

« C'est la misère, déclare-t-il, c'est le désespoir. J'ai été hypnotisé par des ennemis politiques. J'ai voulu me suicider, je me suis jeté dans la Seine, d'où l'on m'a retiré. On a essayé de me faire prendre des narcotiques dans du lait, je me suis aperçu de ces manœuvres et je me tiens sur mes gardes ; je réagis désormais et j'accepte maintenant toute la responsabilité de mes actes, mais je suis victime de ces faits de pression magnétique opérés sur moi il y a 5 ans. Quelquefois encore, mais rarement, je sens que l'on agit sur moi par le magnétisme.

Les troubles de la sensibilité, les idées de persécution, la débilité de l'intelligence de l'inculpé décident des conclusions du rapport, à savoir l'irresponsabilité et la surveillance étroite dans un asile d'aliénés.

OBSERVATION XXXII (TARDIEU, *Étude médico-lég. sur la folie*).

Homicide sous l'influence d'idées de persécution. — Condamnation à vingt ans de travaux forcés.

Piers John Edward, âgé de 46 ans, se trouvant à sa fenêtre au 1^{er} étage, dans l'après-midi du 17 avril 1855, croit entendre son propriétaire, un nommé Barbion, qui surveillait la réparation d'une pompe, dans la cour, proférer des injures graves contre lui, le prie d'avoir la complaisance de monter chez lui, et le tue d'un coup de pistolet à bout portant.

Il déclare que depuis longtemps il était convaincu que Barbion l'insultait et excitait même les autres à l'insulter ; que le jour du meurtre, tandis qu'il était à sa fenêtre il avait entendu Barbion dire à un ouvrier, en le désignant de manière à ne pas s'y méprendre qu'il était sans pantalon et que c'était un bougre ; que l'accusation d'un crime (sans doute un acte contre nature) lui avait paru une injure sanglante ; que sous l'impression de cet outrage il avait appelé Barbion pour lui demander des explications ; que cet homme lui avait répondu qu'il ne savait pas ce qu'il voulait dire et qu'alors il lui avait tiré un coup de pistolet à bout portant et l'avait étendu à terre. Il ajoutait qu'il savait très bien qu'il n'avait pas le droit de

tuer un homme, que la loi anglaise, pas plus que la loi française ne permettait de se faire justice à soi-même, mais que l'injure qui lui avait été adressée était tellement grave qu'il recommencerait encore s'il l'entendait proférer contre lui : « Il y a dit-il, 2 cas dans lesquels on peut disposer de la vie de son semblable, c'est quand on trouve un homme couché avec sa femme, ou quand on est traité de bougre. » Il résulte des dépositions des témoins que les propos qui ont provoqué le crime n'ont pas été proférés ; comme on faisait cette remarque à l'accusé : Moi je les avais entendus, répondit-il, cela suffisait. L'accusé, n'ayant pas été soumis à l'examen de médecins aliénistes qui eussent pu, avec les antécédents du malade remonter à l'origine de son affection et en étudier la nature et la marche, il est difficile de reconstituer son observation.

Il ressort cependant de la façon la plus nette, du détail de l'instruction et des débats que cet individu présentait des idées de persécution et que ce sont des hallucinations de l'ouïe qui l'ont déterminé à tuer.

Un certain nombre de faits puisés dans la déposition des témoins corroborent cette manière de voir. Ainsi l'accusé qui depuis longtemps portait toujours sur lui, des armes et une ceinture munie de cartouches et de balles avait tiré deux coups de revolver, 14 mois avant le meurtre de Barbion, sur 3 personnes, qui causaient sous ses fenêtres, sans les atteindre, pour les mêmes motifs dit-il, qui lui avaient fait tuer Barbion. D'autre part, pendant sa prévention, il se plaignait souvent qu'on l'insultât dans la prison.

On ne trouve d'autre indication, au sujet du caractère du malade, que le dire de sa bonne, d'après lequel il était fort vif et avait souvent la tête en feu.

Malgré le rapport des 3 médecins, unanimes pour déclarer que l'accusé avait des hallucinations, sans toutefois se prononcer sur la question d'aliénation, John Piers fut condamné à 20 ans de travaux forcés par la Cour d'assises du Pas-de-Calais.

CHAPITRE III

Aberrations du sens génésique.

Il existe une catégorie d'aliénés dont la maladie, au lieu de se traduire par des désordres de l'intelligence, se manifeste surtout par des perturbations de la sphère morale, des anomalies des sentiments, des bizarreries des actes. Tous ces aliénés présentent un caractère commun qui consiste dans l'inégalité du développement et dans la déséquilibre de toutes leurs facultés. En fouillant leurs antécédents héréditaires, il n'est pas rare d'y rencontrer, en dehors des vésanies proprement dites, des accidents nerveux de toute sorte, des névroses convulsives : l'épilepsie, l'hystérie ; l'alcoolisme ou une affection quelconque de l'axe cérébro-spinal. Leur état maladif paraît être la conséquence de l'héritage pathologique au point de vue nerveux et psychique qui leur a été transmis par leurs ascendants. C'est chez ces malades que nous voyons éclore tous ces phénomènes morbides désignés autrefois sous le nom de monomanies et dont les plus graves au point de vue de leurs conséquences judiciaires sont les impulsions à l'homicide, au suicide, au vol, à l'incendie, les anomalies, les perversions et les aberrations sexuelles. Doués souvent d'une intelligence très vive, de talents et d'aptitudes remarquables, occupant une situation sociale élevée, ils ont une conscience parfaite de leur état et opposent toute la résistance dont ils sont capables aux idées obsédantes qui les tourmentent. Nous avons vu une mère de famille, pour-

suivie par le désir d'étrangler son enfant âgée de cinq ans ; elle l'aimait cependant beaucoup, disait-elle, et cette pensée maladive contre laquelle elle avait réussi à lutter jusqu'alors avec succès, constituait pour elle une torture de tous les instants. Notons en passant que le père de notre malade avait éprouvé la même obsession à l'égard d'un de ses fils âgé de vingt ans.

Qu'un individu cède à son impulsion et accomplisse un crime auquel il aura été irrésistiblement poussé, son action, avec les caractères spéciaux qu'elle présente, prendra pour le médecin une signification pathologique très nette ; mais le plus souvent le magistrat, imbu des idées qui règnent dans le monde extra-médical sur la folie, n'y verra qu'un acte voulu, raisonné, résultant d'une attraction pour le vice et méritant comme tel d'être réprimé. Les annales judiciaires sont riches en condamnations prononcées contre des aliénés impulsifs ; la lecture des discussions médico-légales de Georget est particulièrement édifiante à cet égard. Nous n'avons pas l'intention de rapporter toutes ces condamnations ; nous nous bornerons à relater quelques observations de malades atteints de perversions sexuelles qui ont passé sous nos yeux à l'Infirmierie spéciale après avoir été frappés par la justice pour des faits qui étaient la conséquence de leur maladie.

Les troubles du sens génital, fréquents chez les aliénés de cette catégorie, ont été étudiés en France par Lasègue, par M. Magnan et ses élèves. M. le professeur Brouardel en a rapporté quelques cas intéressants. Ces troubles peuvent présenter tous les degrés depuis les actes de bestialité, la violation des sépultures, la cohabitation avec les

cadavres, jusqu'aux extases de l'amour mystique et idéal, qui dégagé de toute entrave charnelle, place son objet dans une statue ou dans une étoile.

Ces anomalies, ces obsessions, entraînent souvent les malades à des actions bizarres et répréhensibles. En dehors des actes d'immoralité qu'ils accomplissent en public, comme l'exhibition de leurs organes génitaux; ils ont souvent à répondre devant les tribunaux de délits qui se rattachent à leurs perversions sexuelles. L'un vole des tabliers, l'autre des mouchoirs, celui-là coupe les tresses de cheveux des jeunes filles, poursuivant ainsi la possession que réclame impérieusement la satisfaction de leurs appétits morbides.

Lasègue dans son étude sur les exhibitionnistes, rapporte les deux faits suivants qui ont entraîné la condamnation de leur auteur. Dans le premier cas, il s'agit d'un jeune homme ayant reçu une brillante éducation, déjà assez avancé dans la carrière diplomatique qui tous les jours, dans une église quelconque de Paris, exposait ses organes génitaux aux yeux du public. Il fut arrêté à Saint-Roch, au moment où il venait d'accomplir le même acte, auprès d'une religieuse qui était en prières dans l'église. Traduit en justice, il fut condamné.

Le second cas se rapporte à un jeune homme de trente ans, qu'une voisine accusait de se mettre demi-nu à la fenêtre presque tous les jours, entre 2 et 3 heures de l'après-midi.

Vivement réprimandé par son père, il s'enfuit de la maison, court la campagne, fait sur la route la rencontre d'une enfant à laquelle il exhibe ses organes génitaux sans lui

adresser la parole. Arrêté par le père de l'enfant qui travaillait à peu de distance, il est condamné à deux mois de prison.

Sa peine finie, il ne tarde pas à recommencer le même manège à sa fenêtre ; nouvelle plainte à l'autorité ; mais sur la demande de sa famille, le prévenu est soumis, cette fois, à l'examen de Lasègue à qui il avoue sans restriction, déclarant que cette tentation est au-dessus de sa force de résistance et que quand elle survient, il succombe fatalement.

Un malade de M. Magnan, peintre en bâtiments et âgé de 44 ans, a été condamné à quatre mois de prison pour outrage public à la pudeur. Il avait été arrêté par un agent des mœurs, à la station d'omnibus de la place Clichy, au moment où, placé derrière une femme, il avait sorti sa verge et se frottait contre les fesses de sa voisine.

Pour les observations qui suivent, nous avons fait des emprunts considérables aux rapports médico-légaux, que M. Paul Garnier avait rédigés comme expert au sujet de ces malades et qu'il a bien voulu nous communiquer, au moment où nous les observions à l'Infirmerie spéciale.

OBSERVATION XXXIII.

*Aberration sexuelle. — Vols de mouchoirs de femmes. —
Quatre condamnations.*

P., Jean Marie, âgé de 26 ans, fabricant d'échaudés, avait été surpris dans la matinée du 19 décembre dernier, aux Halles Centrales, fouillant dans les poches d'une marchande de volailles. Quelques jours auparavant, il avait été vu par les agents placés en surveillance à ce même endroit prenant un mouchoir dans la poche d'une

dame. On avait continué à l'observer lui supposant une autre intention que celle de voler un mouchoir ; mais P. s'était aussitôt esquivé. Arrêté cette fois et conduit au commissariat de police il ne fit aucune difficulté d'avouer le vol du mouchoir qu'on avait trouvé d'ailleurs sur lui. Il ajouta : « J'en ai pris bien d'autres, je n'ai jamais volé que des mouchoirs, c'est une manie que j'ai. » Il a été condamné quatre fois pour des faits du même genre, en 1880 d'abord, puis en 1885 à 5 mois de prison, en 1888 à 8 mois, en 1889 à 13 mois. Jusqu'ici on l'avait considéré comme un simple « voleur à la tire » et il n'avait pas osé protester, honteux d'avouer les mobiles qui le déterminaient à voler. — P. est un jeune homme d'aspect timide et gauche, de physionomie lourde et naïve. Esprit peu ouvert, il a toujours montré peu de goût pour l'étude. A sa sortie de l'école primaire il fut mis en apprentissage chez des fabricants de fleurs puis chez des passementiers ; d'un caractère doux mais peu communicatif, il ne parvint à se fixer nulle part. De bonne heure il avait contracté des habitudes d'onanisme. « Sa manie » le possède, dit-il, depuis l'âge de 16 ans ; il a volé des centaines de mouchoirs pour satisfaire sa passion. « C'était plus fort que lui. » Au cours d'une perquisition opérée chez lui on a découvert 34 mouchoirs marqués d'initiales différentes. Depuis 10 ans le besoin de dérober des mouchoirs de femme, surtout de toile fine ou de batiste a été sa préoccupation constante. Lorsqu'il a pu s'emparer d'un mouchoir, et pour arriver à ce but, il se glisse dans la foule, se mêle aux dames qui se pressent aux stations d'omnibus, etc., il se sent infiniment heureux. Il entre aussitôt en érection... il a hâte d'arriver au soir, c'est-à-dire à l'heure du coucher. Il dispose alors le mouchoir dans son lit, et au premier contact de ses organes génitaux avec ce carré de linge, l'excitation génésique est telle que l'éjaculation se produit presque instantanément. Le lendemain P. jette n'importe où ce mouchoir souillé de sperme ; il ne lui attache plus de valeur ; pour le retour de l'organe vénérien il lui faudra un nouveau mouchoir de femme. S'il faut l'en croire, les pratiques d'onanisme n'ont lieu que dans ces conditions. « Si je n'ai pas de mouchoir, dit-il, je n'y pense pas ». — D'autre part, P. n'a jamais été attiré vers les relations

sexuelles, la femme le laissait indifférent ; il n'a jamais pratiqué une seule fois le coït. Un jour des camarades l'avaient entraîné dans une maison de tolérance, mais aucune excitation ne put triompher de sa frigidité ; cependant les organes génitaux ont chez lui un développement normal.

L'enquête n'a pu établir, dans les antécédents de P., une tare héréditaire.

OBSERVATION XXXIV.

*Aberration sexuelle. — Vols de tabliers blancs. —
Trois condamnations.*

Ch. journalier, âgé de 43 ans.

Le 21 mars dernier, à 7 heures du soir, Ch. était surpris en flagrant délit de vol ; il venait de dérober à l'étalage extérieur d'un petit magasin de nouveautés de l'avenue du Maine, un mannequin revêtu d'une longue matinée blanche. Le marchand, dont il ne semble pas qu'il ait pris grand soin de se cacher, avait facilement pu l'appréhender au moment où il s'enfuyait avec l'objet encombrant dont il s'était emparé.

Ce vol n'est pas un fait isolé dans l'histoire de Ch. ainsi que le montre l'observation qui suit.

Ch. est un homme sur lequel pèse lourdement une hérédité morbide des plus manifestes. Son père adonné à l'ivrognerie, est mort d'une maladie du foie ; un oncle paternel a été enfermé à l'asile de P... et y est décédé ; un frère atteint de débilité mentale et sujet à des accès délirants est actuellement en traitement dans ce même établissement. La mère et une de ses sœurs enfin ont un tempérament nerveux très développé, sont portées à la mélancolie.

Ch. présente les stigmates physiques et les stigmates moraux de la dégénérescence mentale. Son crâne est mal conformé, le diamètre bipariétal augmenté aux dépens du diamètre occipito-frontal.

Au point de vue psychique, c'est une déséquilibration des facultés, des appétits morbides étranges, des perversions sexuelles singulières, enfin des accès de mélancolie qui se sont manifestés à plusieurs reprises, avec des impulsions au suicide.

C'est vers l'âge de 15 à 16 ans, à la suite d'une fièvre typhoïde qui eut un retentissement marqué sur son intelligence, que se manifesta chez lui le syndrome étrange, qui ne devait guère cesser, dès lors, de se reproduire.

Un jour il aperçoit flottant au soleil et éblouissant de blancheur, un tablier qui séchait sur une corde au milieu d'une prairie. Cette vue le trouble, sans qu'il se rende bien compte de la nature de l'émotion qui l'envahit ; ses regards s'attachent à ce carré de linge vers lequel il se sent irrésistiblement attiré. Il s'en approche, s'en empare, l'ajuste à sa taille, un frisson voluptueux agite tout son être, l'orgasme sexuel se produit. Ch. s'éloigne et dissimulé derrière une haie, il souille de sperme le tablier blanc. Une fois éveillé, cet étrange appétit génésique ne va plus guère sommeiller : l'idée obsédante des tabliers blancs, le besoin d'en voir, d'en posséder le poursuivront presque en tous lieux et deviendront le mobile d'un grand nombre de ses actes. Il aime particulièrement à diriger ses pas vers les séchoirs des blanchisseurs et s'il parvient à tromper la surveillance, il prend 2 ou 3 tabliers, s'enfuit avec ce butin dont le prix est inestimable pour lui, et comme il eut pu faire d'un trésor, il les cache, les enfouit dans un trou qu'il creuse dans la terre. Lorsqu'il est libre de son temps, il court à sa cachette, déterre avec une sorte de frénésie les tabliers dont il s'affuble aussitôt pour les enterrer de nouveau après les avoir maculés de sperme.

Quand il rencontre des femmes qui portent un tablier blanc, il les suit du regard.. il voudrait s'attacher à leurs pas, non pour elles-mêmes, mais uniquement pour le tablier blanc suspendu à leur taille. Au surplus, le sexe de la personne qui en est revêtue lui est indifférent ; il n'a d'yeux que pour le tablier et se passionne d'autant plus vivement que sa blancheur est plus immaculée.

Malgré ses efforts pour tenir secrète son étrange passion, ses parents s'émeuvent des nombreux vols de tabliers et le font engager dans la marine. Sur le navire où on l'embarque, l'obsession diminue, disparaît en grande partie par le défaut de provocation de l'appétit morbide. « Je n'en voyais pas, dit-il, je n'y pensais pas ». Mais après une année de navigation, il descend à terre et pour fêter son congé,

il boit avec excès : bientôt l'impulsion se montre aussi pressante que par le passé et les larcins se produisent. S'il ne parvient à se procurer la vue ou la possession de l'objet désiré, au moment où il y comptait, il éprouve un véritable malaise. Il s'assombrit, mais il appelle alors l'imagination à son secours. Il s'absorbe, ferme les yeux, et devant lui flotte le tablier blanc tel qu'il lui est apparu la première fois et la vivacité de cette représentation mentale est assez grande pour provoquer, sans manœuvres masturbatrices, l'érection et aboutir même à l'éjaculation.

Il vole les tabliers avec une audace que rien n'arrête. Aussi les condamnations ne lui sont-elles pas épargnées. En 1865 pendant un nouveau congé, il est arrêté par la police pour un vol de cette nature et condamné à huit jours de prison. Quelques années plus tard, à Cherbourg, étant sur le cuirassé l'*Atalante*, pendant une permission de 24 heures, il dérobe un tablier qui séchait au soleil. Surpris en flagrant délit, il s'enfuit, se cache et ne rentre à bord qu'au bout de neuf jours. Le conseil de guerre se montra indulgent, assure-t-il, écarta l'accusation de désertion et ne lui infligea qu'un mois de prison. Une troisième fois, en 1870, il est condamné à un an de prison par un conseil de guerre, dans les circonstances suivantes. Il était matelot à bord d'une canonnière, en rade de Rochefort. Une permission de 24 heures lui est accordée, il se promène dans la ville, lorsqu'en passant devant la porte d'un pâtissier, il aperçoit dans une armoire une pile de tabliers blancs. Aussitôt il est captivé, il guette dans la rue, examinant la disposition des lieux, épiant les mouvements des personnes qui se trouvent dans le magasin. Les heures s'écoulent, la nuit arrive. Lorsque la boutique est fermée, il escalade un mur, pénètre dans une cour, s'introduit dans la boutique et s'empare finalement de l'objet convoité. Mais il renverse un meuble, on s'éveille, on accourt et on l'arrête tenant un tablier.

Sa peine expirée, il prend du service à bord d'un transatlantique et pendant 2 ans il a quelque tranquillité d'esprit. Revenu à terre, il ne tarde pas à être assailli par la même obsession et cherche un refuge dans des pratiques religieuses d'une excessive rigueur. Il parvient à se faire trappiste, montre une ardeur extrême, multiplie

les mortifications, s'inflige la discipline, s'enfonce des épines, des épingles dans la poitrine, obtient ainsi un repos relatif. Au bout de trois ans de vie monastique, il a un accès violent de mélancolie, et quitte le couvent. Il rentre à Paris où il passe d'un emploi à un autre, ne pouvant se fixer nulle part. Ses instincts se réveillent peu à peu, tantôt il dérobe un tablier, tantôt il en achète deux ou trois.

En avril 80, pendant un accès de mélancolie, il passe sa journée au cabaret et le soir il est arrêté à Bourg, escaladant un mur pour s'introduire dans une maison. Une perquisition faite chez lui amène la découverte d'une collection de tabliers blancs maculés de sperme. Sur la demande du magistrat chargé d'instruire l'affaire, une enquête médico-légale fut ordonnée et confiée à M. le Dr Blanche qui déclara Ch. irresponsable de ses actes. Une ordonnance de non-lieu fut rendue et le malade fut interné à l'asile Ste-Anne où il resta près d'une année. Peu après sa sortie il est envahi par des idées mélancoliques et hanté par des projets de suicide. Il est dirigé de nouveau sur Ste-Anne et reste 6 mois à Ville-Evrard. Depuis cette époque il s'était occupé assez régulièrement comme journalier et gagnait de quoi se suffire, lorsque survint le fait pour lequel il est examiné aujourd'hui.

OBSERVATION XXXV.

Aberration du sens génésique. — Attraction irrésistible exercée par les cheveux de femme pendants et flottants sur les épaules. — Arrête sur le boulevard des Italiens, le jour de la Mi-Carême coupant des cheveux et nanti déjà de plusieurs boucles. — Condamnation à trois mois de prison, il y a huit ans, pour des faits du même ordre.

M... Eugène, âgé de 25 ans, garçon de magasin, était arrêté le 17 mars 1890, sur le boulevard des Italiens, au moment où il venait de couper une boucle de cheveux de vingt centimètres environ à une jeune fille de 14 ans qui avait les cheveux flottants sur les épaules et se promenait en compagnie de sa mère. Se voyant découvert, il s'était débarrassé des cheveux en les jetant à terre.

Au moment de son arrestation, il fut trouvé porteur d'une paire

de ciseaux, de trois morceaux de papier jaune repliés plusieurs fois et renfermant des cheveux de femme qu'il a avoué avoir coupés dans la journée. Cinq autres morceaux de papier étaient disposés de la même façon et semblaient destinés à recevoir d'autres cheveux.

M. ne paraît pas très intelligent, il a reçu une instruction primaire à l'école de son village et apprenait avec difficulté. De taille ordinaire, il ne présente pas de malformations physiques ni d'asymétrie crânienne. A l'âge de 7 ans, il aurait eu une fièvre typhoïde, de plus il est sujet à des attaques de nerfs qui le laissent, au dire de son frère, privé de vie pendant plusieurs heures et sont annoncées plusieurs jours à l'avance par de violents maux de tête. Une tante et une sœur présenteraient les mêmes accidents. M. ne paraît pas avoir fait d'excès alcooliques. Il a quitté le service militaire depuis quinze mois.

C'est à l'âge de 15 ans, pour la première fois, qu'en voyant une femme se peigner, il entra en érection et éprouva une sensation bizarre. Depuis lors, il pensait à chaque instant aux cheveux flottants et recherchait l'occasion d'en voir, à cause du plaisir particulier que cette vue lui procurait.

A dix-sept ans, s'étant arrêté un jour à regarder un théâtre de Guignol, au jardin des Tuileries, une petite fille d'une dizaine d'années ayant les cheveux à demi-nattés, se trouvait devant lui. Il prend entre ses doigts l'extrémité des cheveux de cette petite fille ; ce contact détermine immédiatement chez lui une érection et le met au comble du bonheur. Deux agents en bourgeois qui l'observaient sont alors intervenus et sans qu'il ait sorti ses organes génitaux ou qu'il se soit livré à des manœuvres de masturbation, il fut arrêté et condamné à trois mois de prison pour outrage public à la pudeur, simplement parce que son érection aurait été remarquée par les agents.

A la suite de cette condamnation, il s'engagea et servit pendant cinq ans, comme simple soldat dans un régiment de dragons. Rentré à Paris en 1888, il est repris de son obsession ; il suit les jeunes filles qui portent les cheveux flottants. « Leur opulente chevelure, en liberté dans le dos, me produit, dit-il, un effet sensible et je les suis, aussi longtemps que me le permettent mes occupations, en ad-

mirant toujours ces jolis cheveux ». La vue des chevelures, quelle que soit leur couleur, suffisait à la satisfaction de son appétit maladif, jusqu'à ces temps derniers ; mais depuis trois ou quatre mois l'idée lui est venue de couper des cheveux pour les posséder.

« Cette idée me poursuit comme si c'était une maladie. Mais ce n'est pas sans une grande lutte avec moi-même que j'ai cédé. Je profitai du jour de la Mi-Carême, parce qu'il y avait beaucoup de monde sur les boulevards, pour mettre mon sinistre projet à exécution. Je savais bien que je faisais mal, mais je vous le répète c'était plus fort que moi. Je savais que si je me faisais prendre, je serais condamné, je perdrais ma place, je briserais mon avenir, mais j'étais tellement poussé par cette obsession que c'était plus fort que moi et que j'ai dû céder. Rien que la vue des cheveux de femmes, me faisait grossir la verge, et me donnait des idées passionnées ; voilà ce qui a fait mon malheur. »

Il est impossible de dépeindre, mieux que ne l'a fait le malade lui-même, dans une sorte de confession qu'il a écrite à l'Infirmerie spéciale, à la demande de M. Paul Garnier, l'obsession malade avec son caractère d'irrésistibilité.

Son intention, en s'emparant de cheveux appartenant à des femmes, était de les emporter chez lui, dit-il, et en l'absence de son frère, de se masturber en les voyant à côté de lui.

A la suite de l'examen médical auquel il fut soumis, M. reconnu aliéné, fut interné à Ste-Anne. Lors de sa condamnation à trois mois de prison, huit ans auparavant, M. avait agi sous l'influence d'une obsession pathologique de même ordre. Une visite médicale lui eut alors épargné cette condamnation.

Il est à remarquer que la plupart des malades atteints de perversion sexuelle ont subi plusieurs condamnations avant d'être soumis à un examen médical. Le fait s'explique facilement par l'incapacité du magistrat à soupçonner la maladie, l'intelligence, dans ce cas, restant intacte et le délire portant seulement sur les actes. L'aliéné, d'autre part,

éprouve une certaine répugnance à révéler le véritable mobile qui le fait agir et il préfère souvent se laisser condamner comme voleur plutôt que d'avouer la nature des impulsions irrésistibles auxquelles il obéit. Le médecin aliéniste qui connaît ces états mentaux particuliers ainsi que leurs manifestations extérieures, pourrait toujours, lors du premier délit, rapporter l'acte incriminé à sa véritable cause pathologique et épargner au malade une injuste condamnation.

CHAPITRE IV

Il nous aurait été facile de rapporter un nombre plus considérable de condamnations ayant frappé des aliénés pendant l'évolution de leur maladie et pour des délits dont la filiation pathologique avec l'état mental du prévenu eût été inévitablement établie par le médecin expert. Les paralytiques généraux, les persécutés, les impulsifs et les obsédés ne possèdent pas le privilège exclusif d'être exposés aux sévérités de la justice ; les aliénés de toutes les catégories peuvent devenir victimes de condamnations et, pour s'en convaincre, on n'a qu'à se reporter à la lecture des auteurs qui comme Morel, Tardieu, Legrand du Saulle, M. J. Falret se sont occupés plus spécialement de l'aliénation mentale au point de vue médico-légal. Mais nous pensons que le nombre des cas que nous avons relatés et qui, pour la plupart, ont été observés par nous, est suffisant pour atteindre le but que nous nous étions proposé. Notre intention était simplement de constater l'existence d'un état de choses défectueux, d'attirer sur lui l'attention et de rechercher les moyens qui permettraient d'y porter remède.

C'est le magistrat qui aujourd'hui encore se charge de constater les troubles mentaux que peut présenter un prévenu et de le soumettre, dans ce cas, à l'examen d'un médecin. Tout individu, passible de poursuites judiciaires pour un acte délictueux n'est l'objet d'une visite médicale que si les juges, soit pendant l'instruction de l'affaire, soit

au cours des débats, croient avoir reconnu la nécessité de provoquer cette mesure. Il est donc indispensable, pour qu'une expertise médico-légale soit ordonnée, que le magistrat ait été frappé de quelque anomalie dans l'état mental du prévenu. Si le magistrat se charge de discerner l'aliéné pour le faire bénéficier de l'immunité que lui accorde la loi, c'est à lui dès lors, qu'incombe la responsabilité des erreurs judiciaires que nous avons signalées. Chaque condamnation qui atteint un malade est une preuve nouvelle de l'insuffisance du critérium dont il dispose pour le reconnaître, et de l'impossibilité où il se trouve, en l'absence de données scientifiques, de ne faillir jamais à la mission dont il s'est chargé. Et cependant cette tâche si délicate qui consiste à distinguer l'aliéné du malfaiteur ordinaire, et qui, pour être accomplie sans défaillances, réclame autre chose que de la simple perspicacité, la magistrature la revendique avec un soin jaloux et l'envisage comme une prérogative qui lui est dévolue à juste titre et dont elle ne songe pas à mettre en doute, un seul instant, l'absolue légitimité. Le magistrat manifeste parfois la plus vive répugnance à soumettre à l'appréciation de l'expert des questions qu'il considère, par tradition, comme ressortissant à sa compétence, et il n'est pas rare de l'entendre déclarer qu'il est aussi capable que le médecin de savoir si un individu jouit ou non de l'intégrité de ses facultés. Nous ne trouvons là, d'ailleurs, que l'expression d'une erreur généralement répandue, le résultat d'une conception toute métaphysique de la folie opposée à la raison, conception qui, il n'est pas superflu de le dire, ne répond en rien à la réalité scientifique où, par folie, il faut entendre non pas une entité pathologique,

mais simplement la désignation la plus générale de l'ensemble des espèces morbides définies par l'observation clinique.

Ce préjugé vulgaire, encore profondément enraciné dans l'esprit de ceux-là même dont la culture intellectuelle semblerait devoir les en préserver, nous paraît être le principal obstacle à l'établissement de la médecine légale des aliénés sur une base positive et scientifique. C'est lui qui, consacrant en quelque sorte l'aptitude de chacun à se prononcer sur l'existence de l'aliénation mentale, conduit par les conséquences pratiques qui en découlent, aux erreurs judiciaires dont nous avons parlé. Ces erreurs, nous les verrons disparaître le jour où sera définitivement établie cette vérité qu'il n'y a pas une folie, mais toute une série d'affections mentales, et que l'aliéné n'est pas le type unique, abstrait et idéal que l'on se représente communément. On comprendra alors que pour résoudre le problème délicat qui consiste à remonter, d'un acte incriminé, à son origine pathologique, il ne suffit pas d'une intelligence brillante, mais qu'il faut avoir recours aux opérations habituelles d'un diagnostic médical rigoureux. Il semblera aussi anormal de s'en remettre au magistrat du soin de signaler les troubles des facultés intellectuelles, morales et affectives qui sont les symptômes, les manifestations extérieures de l'aliénation, que de s'en rapporter à lui pour décider de l'existence de toute autre maladie de l'organisme et de l'opportunité de l'intervention du médecin au cours d'une pneumonie ou d'une fièvre typhoïde.

Les observations que nous avons réunies, nous dispensent d'insister beaucoup pour démontrer que le diagnostic

du magistrat ne saurait être qu'un diagnostic tout à fait instinctif et qui est loin de présenter, pour la sauvegarde des intérêts des aliénés, toutes les garanties d'un diagnostic scientifique. Les délits des paralytiques généraux qui reflètent on ne peut plus manifestement leur état mental, mettent constamment en défaut le critérium des magistrats. C'est que ceux-ci ne peuvent, comme le médecin, constater ou tout au moins apprécier à leur juste valeur certains signes physiques parfois légers, tels qu'une inégalité des pupilles, un défaut intermittent de la prononciation presque imperceptible pour une oreille inexercée et qui, éclairant d'un jour révélateur les actions incriminées, permettent de les envisager comme des symptômes d'une maladie en voie d'évolution. D'autre part, la tendance naturelle de leur esprit qui les porte à se croire toujours en présence de coupables, alors qu'en réalité ils n'ont affaire qu'à des malades, jointe à l'absence de notions scientifiques sur les maladies mentales, les empêche de se livrer à une interprétation exacte de bizarreries qu'ils peuvent quelquefois remarquer. Les conditions niaises et absurdes dans lesquelles le paralytique général accomplit son vol sont souvent considérées par eux, comme un signe de maladresse ; ses aveux spontanés, son indifférence aux reproches, son insensibilité aux mesures répressives dont il est l'objet, leur apparaissent comme une preuve de cynisme et d'endurcissement dans le vice. Nous avons puisé à une source autorisée, des renseignements très instructifs à cet égard et dont l'authenticité ne saurait être contestée. Au moment de sa comparution devant la Cour d'assises, le malade qui fait l'objet de l'observation XXIV, se trouvait déjà dans un état qui

ne pouvait manquer d'attirer l'attention, et il n'est pas sans intérêt de voir la façon dont ont été interprétés les phénomènes maladifs qu'il présentait. L'affaiblissement de son intelligence qui ne lui permettait que de répondre par monosyllabes aux questions qui lui étaient adressées ; la perte de la mémoire qui le mettait dans l'impossibilité de fournir des explications sur le fait qu'on lui reprochait, l'inconscience de sa situation qui lui faisait négliger sa défense, enfin l'embarras de sa parole, trop marqué pour passer inaperçu, ont été représentés par le ministère public, comme des expédients auxquels l'accusé avait volontairement recours pour faire croire à l'existence d'une maladie mentale et échapper au châtiment qui l'attendait. Voilà donc un cas où tous les symptômes de la paralysie générale n'ont pu faire éclore dans l'esprit des juges que l'idée de simulation et entraîner pour le malade qu'une aggravation de la peine. La Cour prononça une condamnation à cinq ans d'emprisonnement.

Nous pourrions répéter, à propos de toutes les affections mentales, ce que nous venons de dire au sujet de la paralysie générale : en dehors d'études spéciales, l'inaptitude à les reconnaître est inévitable. Cependant nous devons insister, en ce qui concerne les persécutés, sur les conséquences fâcheuses qui résultent du fait d'avoir méconnu leur état morbide lors du premier méfait qui les amène devant les tribunaux. Les véritables intérêts de la société, pour qui ces aliénés constituent un danger permanent, exigeraient que leur maladie fut diagnostiquée dès ses premières manifestations, afin de les mettre dans l'impossibilité d'accomplir les attentats souvent mortels auxquels les

conduisent leurs conceptions délirantes. Si le malade qui fait l'objet de l'observation XXXI, avait été soumis, au moment où le tribunal de Compiègne le condamna à un mois de prison, à l'examen d'un médecin aliéniste, celui-ci n'eut pas manqué de conseiller, à propos de l'acte de violence incriminé, certaines mesures de surveillance qui auraient empêché le meurtre qui détermina deux mois plus tard son internement. Dans les cas de ce genre, une visite médicale peut seule assurer la sécurité sociale en parant aux éventualités de l'avenir.

Toutes les condamnations qui viennent frapper des aliénés reconnaissent donc manifestement pour cause l'inaptitude du magistrat à discerner en toute certitude, l'existence d'une maladie mentale et l'insuffisance d'un pressentiment vague et instinctif dans l'accomplissement d'une mission qui, pour être irréprochablement remplie, réclame l'emploi d'une méthode rigoureuse et scientifique.

Une réforme qui, en même temps qu'elle réaliserait un immense progrès humanitaire, s'impose aussi, au nom de la logique, consiste dans la modification de cette situation anormale où le magistrat se charge de trancher une question exclusivement médicale. Ne serait-il pas plus sage de laisser les médecins, au lieu du magistrat, décider de l'opportunité d'une expertise médico-légale ? Confier à ce dernier le soin de reconnaître l'aliénation mentale, nous paraît aussi étrange que de réclamer du médecin la solution d'un problème délicat de droit. En l'espèce, pour l'un et pour l'autre, l'incompétence est pareille et les chances d'erreur sont égales.

Le seul moyen, véritablement efficace d'éviter tous les

inconvenients graves de l'état de choses actuel, serait de soumettre le prévenu, après son arrestation, à la visite d'un médecin ; en d'autres termes, l'examen médical devrait être la première étape de l'instruction de toute affaire délictueuse ou criminelle. Cette opinion qui aujourd'hui peut paraître une utopie, sera sans doute la banalité de demain.

La revendication du rôle que le médecin devrait être appelé à jouer dans les affaires judiciaires, est basée sur l'interprétation scientifique des phénomènes de la folie et elle ne saurait en aucune façon, être envisagée comme une tendance de ce dernier à empiéter sur le terrain juridique. Par une délimitation plus judicieuse des sujets qui relèvent de la compétence spéciale du magistrat et du médecin, on mettrait fin à une confusion préjudiciable aux intérêts de la société autant qu'à ceux de l'aliéné. Retrancher du domaine de la magistrature, un territoire exclusivement médical, ce ne serait en rien porter atteinte aux légitimes attributions de celle-ci, mais simplement la mettre à l'abri d'erreurs qu'elle est à chaque instant exposée à commettre et qu'elle doit, sans aucun doute, éprouver le plus vif désir d'éviter.

Nous sommes trop convaincu du poids que pèsent sur les opinions d'une génération, les idées des générations précédentes pour supposer que la réforme que nous réclamons ne demande pas quelque temps pour s'accomplir. Les modifications rétrogrades qu'il est en ce moment même question d'apporter à la législation des aliénés, ne sont pas faites pour nous donner l'illusion qu'on doive bientôt s'engager dans la voie des réformes positives et

scientifiques. Aussi proposons-nous, dans nos conclusions, des moyens pratiques qui, immédiatement réalisables, comme l'extension à donner aux expertises médico-légales et la création à Paris d'un poste de médecin aliéniste, attaché au Dépôt de la Préfecture de police, constitueraient un acheminement vers des mesures plus efficaces et pourraient déjà rendre des services importants.

Nous ne voudrions pas terminer, sans dire quelques mots du séjour des prévenus présumés aliénés dans les prisons. Nous tenons à faire remarquer combien il est injuste de confondre dans les mêmes établissements, des malfaiteurs qui subissent une peine pour des délits qu'ils sont supposés avoir accomplis volontairement, et des malades à qui il n'y aura probablement pas lieu de demander compte de leurs actes. En attendant que l'Infirmerie spéciale, qui est le véritable lieu d'observation pour cette catégorie de prévenus, ait été réorganisée dans des conditions d'étendue et d'hygiène qui lui font actuellement tout à fait défaut, ne serait-ce pas obéir à un louable sentiment d'humanité que de diriger sur l'Infirmerie centrale des prisons de Paris, tous les individus qui doivent être l'objet d'une expertise médico-légale? Ajoutons qu'à la Santé, il conviendrait aussi d'établir une distinction entre eux et les autres prisonniers au lieu de les y soumettre, comme on le fait aujourd'hui, au régime commun à tous les détenus condamnés.

CONCLUSIONS

Les tribunaux condamnent fréquemment des aliénés dont l'affection mentale n'a pas été soupçonnée par les magistrats, telle est la conclusion qui découle des observations contenues dans ce travail. Ces condamnations ne peuvent en aucune façon contribuer à l'amendement de ceux qui en sont victimes, c'est pure illusion que de vouloir, à l'aide de moyens répressifs, empêcher le vol du paralytique général ou le meurtre du persécuté. Bien plus, au lieu d'être une sauvegarde pour la société, elles vont, dans certains cas, à l'encontre de ses véritables intérêts.

D'autre part, le passage de l'aliéné en prison, soit comme condamné, soit comme simple prévenu, ne laisse pas que de causer un préjudice moral considérable à lui et à sa famille. Aussi la création d'un local particulier affecté au séjour des prévenus supposés aliénés, pendant la durée de l'expertise médico-légale, et empêchant leur confusion avec les hôtes ordinaires des prisons, constituerait une réforme d'une incontestable utilité. L'Infirmerie spéciale du Dépôt, complètement réorganisée au point de vue matériel, répondrait à ce desideratum en réalisant une sorte de territoire neutre où le prévenu pourrait séjourner sans être exposé au discrédit qui s'attache à son envoi dans un établissement pénitencier. C'est l'opinion qu'exprimait déjà, il y a deux ans, M. Paul Garnier, dans un rapport adressé à M. le Procureur de la République. A l'Infirmerie spéciale,

les conditions d'observations seraient aussi bien meilleures, en raison du personnel médical qui y est attaché et qui fournirait à l'expert des renseignements précieux que ne peuvent lui donner des gardiens de prison.

En vertu du préjugé vulgaire qui fait de la folie une sorte d'entité se trahissant d'elle-même par des signes que personne ne peut méconnaître, c'est le magistrat, qui décide en souverain arbitre de l'opportunité d'une expertise médico-légale. Aussi n'est-il pas surprenant de voir des aliénés qui sont frappés de deux, trois, quatre condamnations avant qu'on ait songé à les faire examiner par un médecin.

En présence de faits de ce genre, loin de restreindre, comme on a une tendance à le faire, à l'heure actuelle, dans un but d'économie, le nombre des expertises médico-légales, ne devrait-on pas, au contraire, chercher à leur donner une extension plus considérable ?

La garantie la plus sérieuse contre ces erreurs judiciaires serait de soumettre tout délinquant à une visite médicale avant de le traduire devant les tribunaux. Mais en attendant la réalisation d'une telle réforme, il y aurait un moyen pratique de remédier, dans une certaine mesure, aux inconvénients de la situation présente. A Paris, où tout individu arrêté est envoyé au Dépôt de la Préfecture de police, un médecin aliéniste, attaché à cet établissement et faisant tous les jours, une visite même sommaire des personnes qui y sont amenées, pourrait rendre déjà les plus grands services. La constatation des signes physiques légers tels que des accros dans la prononciation, une inégalité pupillaire, dont la signification échappe fatalement

à tout autre qu'au médecin, lui permettrait de discerner, à première vue, pour ainsi dire, un certain nombre de prévenus qu'il signalerait comme lui paraissant nécessiter un examen plus sérieux au point de vue mental. Cette visite médicale, qui pourrait être instituée au Dépôt, sans entraîner une dépense bien considérable, éviterait assurément la condamnation de ces paralytiques généraux tout à fait déments qui sont transférés de prison à l'Infirmerie spéciale deux ou trois jours au plus après avoir été jugés. Pour résumer en quelques mots nos conclusions, nous les formulerons en ces termes :

I. — Les tribunaux condamnent un certain nombre d'aliénés dont la maladie mentale n'a pas éveillé les soupçons des magistrats.

II. — Dans tous les cas que nous avons observés, ces condamnations auraient pu être évitées si le prévenu, après son arrestation, avait été soumis à l'examen d'un médecin aliéniste.

III. — Le médecin préparé à ce rôle par l'étude des maladies mentales, est seul en possession des notions scientifiques qui permettent de reconnaître sûrement un aliéné.

IV. — Le prévenu, supposé de pas jouir de l'intégrité de ses facultés mentales, devrait séjourner, pendant la durée de l'expertise médico-légale, dans un local particulier tel que l'Infirmerie spéciale, et ne jamais franchir le seuil de la prison.

V. — Une visite médicale quotidienne des prévenus envoyés au Dépôt, pratiquée par un aliéniste qui signalerait à

l'attention des juges, les individus lui paraissant nécessiter un examen plus sérieux au point de vue mental, permettrait d'épargner une condamnation à un grand nombre d'aliénés.

Vu par le Doyen,
Président de la thèse :
BROUARDEL.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

Imp. G. Saint-Aubin et Thevenot, St-Dizier. 30, Passage Verdeau, Paris.
